

Karumag

By

EW'AG

MARS 2025 N° 192

ÉDUCATION

Les femmes
et les sciences

ITINÉRAIRE

Réinventer
le patrimoine culinaire

EN BALADE

Avec
Miss France

**Guy
Losbar**
président
du Conseil
départemental

LE PROJET PAPILLON

DOSSIER

**FAIRE MIEUX
AVEC MOINS !**

DES COLLABORATIONS INTELLIGENTES

The SFR logo is displayed in white, bold, sans-serif capital letters on a red rectangular background in the top left corner.

SFR

vous pouvez
compter sur SFR

N°1*

en nombre
de sites

5G

avec 58 sites
déployés dans la
bande 3.5 GHz
sur 14 communes
en Martinique
et en Guadeloupe

[sfrcaraibe.fr](https://www.sfrcaraibe.fr)

Réseau 5G en cours de déploiement. Nombre d'antennes déclarées et allumées par chacun des opérateurs au 31 janvier 2025 en Martinique et en Guadeloupe utilisant la technologie 3,5 GHz avec 93 sites 5G dont 58 pour OMT/SFR Caraïbe et 35 pour Orange. Cartoradio permet de connaître le nombre de sites 5G mis en service par les opérateurs mobile. Retrouvez toutes les informations sur <https://www.sfrcaraibe.fr/sites-5g-mis-en-service-dans-la-bande-3-5-ghz/>. Source ANFR – Cartoradio (www.cartoradio.fr).

Au centre **du jeu**

C'était prévisible. Le 16 janvier, l'investiture du président des États-Unis avait donné le tempo, les premières semaines de son mandat ne nous ont pas déçus. Les équilibres mondiaux sont revus et rebattus au rythme des signatures stylisées de Donald Trump. 2025, c'est déjà le monde d'après et ça donne un léger vertige.

Or, comme un effet de balancier, quand la course du monde semble hors de tout contrôle, s'impose le besoin de remettre le « je » au centre de nos questions, de nos défis, de nos actions. Fort de ce leitmotiv, depuis le début de l'année, le groupe EWAG réinvente ses formats et ses rendez-vous. Ce mois-ci, 60 femmes en Martinique, Guadeloupe et Guyane se racontent dans nos hors-séries Portraits et le numéro 1 du magazine Rimèd devient le nouveau rendez-vous santé et bien-être de toute la famille aux Antilles-Guyane. La rédaction du Karumag elle aussi se réinvente pour interroger les défis et les initiatives locales sur le papier et sur les réseaux.

Cela passe par la question de la réussite des filles dans les matières scientifiques, par la poignée d'acteurs qui transforment en actes les principes de l'économie circulaire, par le fait de vous emmener en vidéo au Caribbean Rum & Food Festival ou dans un déjeuner avec le président de la FEDOM, jusqu'à ces 3 adresses qui réinventent pain au beurre-chocolat, bokit et awara ! Si la terre tourne très vite en ce moment, portons ensemble le regard sur l'essentiel, ceux qui vous entourent et nous inspirent.

Bonne lecture

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles

Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice de la diffusion
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteurs en chef
Mathieu Rached – Floriane Jean-Gilles

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas
Colette Coursaget - Laetitia Juraver
Laurie-Anne Antoine
Marie Ozier-Lafontaine
Sarah Balay - Sandrine Chopot
Thomas Thurar

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Brand content manager
Anouck Talban

**Cheffe de projet contenu
& social media manager**
Léo Vignocan (0696 28 75 26)

Community manager (alternance)
Noémie Marlet

VIDÉO
Directeur du pôle vidéo
Robin Lelièvre (0690 34 90 01)

JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)
Sariatha Boulard

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des
articles et illustrations publiés dans ce magazine
est interdite. EWAG décline toute responsabilité
pour les documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane,
imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de
forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé
à 100% avec des encres respectueuses de
l'environnement et conforme à la norme
imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

**Elles ont contribué
à ce numéro**



Jessica Schwaller
Graphiste



Sarah Balay
Rédactrice



Lou Denim
Photographe

La Santé Caraïbes

Jusqu'à **25 %***
DE RÉDUCTION

**VOTRE SANTÉ, VOTRE PLUS
BEL INVESTISSEMENT !**



gfacaraibes.fr



Asiré nou la !

Particuliers, TNS, optez pour la formule santé adaptée à vos besoins et bénéficiez d'une remise allant jusqu'à 25%* sur votre complémentaire santé, La Santé Caraïbes.



**GFA
CARAÏBES**

Document non-contractuel à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques.
*Pour toute nouvelle souscription d'un contrat La Santé Caraïbes GFA Caraïbes, en tacite reconduction. Offre valable du 06/03/2025 au 31/03/2025.



À LA UNE

8/ Conseil départemental. « L'effet Papillon » !

TERRITOIRES

12/ Femmes et sciences : un enjeu de société

16/ Image du mois

18/ Brèves

20/ Zoom

22/ **France Travail**. Une solution pour chacun

24/ Tremplin pour l'emploi :
un avenir tout tracé

26/ **UDE-MEDEF**. L'audace à tout prix !

30/ **SIG**. Faire société et bien vivre ensemble

32/ 3 jours pour poser la première pierre !

34/ **CTIG**. Une destination d'exception

42/ « Rendre collective l'expérience de
la lecture »

ENTREPRISES

44/ **Carrière d'Ultramarin**. Une entrepreneure
« pimpée »

46/ La CGSS, partenaire des entreprises

48/ **Réseau Entreprendre Guadeloupe**.
De l'enjeu d'être (bien) accompagné !

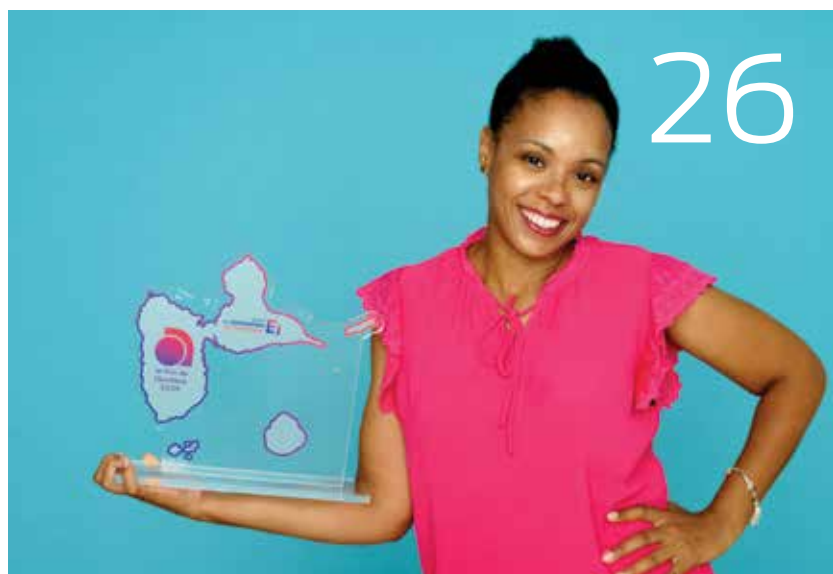
50/ Hoya, ou la pédagogie par la nature

DOSSIER

// **Faire mieux avec moins, est-ce possible ?**

52/ Dossier de la rédaction

64/ **JBA Architecture**. « La réhabilitation
permet d'avoir un meilleur bilan carbone »



EXPERTISE

- 66/ L'inclusion, un pari gagnant
- 68/ **Marchés publics Conseil.** Quand passion rime avec engagement
- 70/ **Bonfilon.info.** Plan d'action : accompagner un salarié en burn-out
- 72/ 5 choses à savoir sur le rapport d'étonnement
- 73/ **"Que cherchez-vous ?"** « Je travaille à éradiquer la cowdroise en Guadeloupe »

LIFESTYLE

- 74/ Réinventer notre patrimoine culinaire
- 76/ Littérature
- 77/ Instant déco avec Chloé Lasserre
- 78/ 45 minutes (ou presque) pour mieux comprendre... le consentement
- 79/ En balade avec avec Angélique Angarni-Filopon
- 80/ Ewag buzz : ce qu'il ne fallait pas louper

sm aire

LE PROJET PAPILLON

Le projet Papillon incarne la vision de la Guadeloupe de 2040, portée par **Guy Losbar** et le **Conseil départemental** : un territoire autonome, résilient, innovant et solidaire, capable de répondre aux besoins de ses habitants tout en s'intégrant pleinement dans un monde en mutation constante. Il pose un cadre structurant, proposant de nouveaux modèles pour répondre à ces objectifs ambitieux...
mais réalistes.

Texte Anne de Tarragon

Quels sont les atouts et ressources qui feront de la Guadeloupe un modèle de résilience dans la Caraïbe ?

Si je devais les résumer en une phrase, je dirais : ce qui définit la force guadeloupéenne est ce qu'on a, ce qu'on est et ce qu'on a conscience d'être. Notre atout majeur est notre singularité : celle d'être au carrefour des continents. Nous sommes à 70 % afro-descendants, à 20 % indo-descendants, mais aussi de nationalité européenne tout en vivant dans le bassin caribéen. J'ai eu l'occasion de le dire aux représentants successifs du gouvernement, qui nous considèrent encore trop comme des territoires de handicaps, de réparation, de rattrapage : nous disposons d'un potentiel considérable, qu'il faut valoriser au lieu de continuer à l'ignorer comme ils le font.

Mais, nous aussi, nous avons la responsabilité de changer notre regard, car nous ne mesurons pas toujours nos forces et nos atouts, nos capacités, nos richesses, nos talents. Notre bel archipel nous offre toutes les ressources nécessaires, non seulement à notre autosuffisance alimentaire, mais aussi à notre autonomie énergétique. Nous possédons une histoire et une culture riches de nombreuses influences et nous bénéficions également des compétences humaines diverses ; c'est cela que j'appelle le véritable génie guadeloupéen ! C'est un message que la Guadeloupe adresse à l'humanité tout entière.

La Guadeloupe a longtemps pâti d'un manque de vision à long terme. C'est mon rôle, en tant que responsable politique, de voir loin, de me projeter vers l'avenir de la Guadeloupe, et de mettre en place une véritable stratégie territoriale pour que notre archipel puisse exceller. C'est fort de ma longue expérience professionnelle et en tant qu' élu dans les différentes collectivités de l'archipel, mais aussi des rencontres et

des échanges que j'ai pu avoir avec les différents acteurs du pays, que j'ai mis en place le projet Papillon.

La souveraineté alimentaire est l'un des axes stratégiques de ce projet. Quels sont les projets novateurs qui se dessinent sur le territoire ?

La souveraineté alimentaire de la Guadeloupe est, en effet, un axe majeur du projet Papillon ; surtout quand on sait qu'aujourd'hui, 80 % de notre consommation est produite à l'extérieur. C'est une aberration au regard des richesses locales dont nous disposons. Mais, en outre, c'est un véritable danger qui nous met à la merci des soubresauts internationaux dans le contexte géopolitique particulièrement troublé que nous vivons actuellement. Nous l'avons vu avec les conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix. Il est urgent, et je dirais même vital, de nous réapproprier notre capacité à nous nourrir. Nous devons inverser la tendance pour être en mesure de produire 80 % de notre consommation locale, à moyen terme. C'est un cercle vertueux puisque privilégier notre production locale contribuera à préserver notre biodiversité et à valoriser nos savoir-faire locaux.

Dans cette optique, j'ai lancé un audit pour répertorier le foncier agricole départemental qui n'est pas exploité en ce moment, mais qui pourrait être dédié à des cultures vivrières, en fonction de sa valeur agronomique. Il s'agit de créer des jardins communautaires, de soutenir les producteurs, mais aussi de sensibiliser à des modes de production durable, d'inciter à innover, à nous renouveler ! Ainsi, choisir des modes de culture comme l'hydroponie, l'aquaculture ou les fermes verticales, c'est optimiser l'espace dont nous disposons ; c'est produire de la valeur ajoutée et également proposer aux jeunes des métiers plus attractifs.



De la terre à l'assiette - Glanage (1^{er} décembre 2024)

L'autre pilier de notre autosuffisance alimentaire, c'est la transformation. Il faut pouvoir nous moderniser, rendre nos produits plus accessibles, nous adapter à la demande et créer de la valeur ajoutée. La production locale doit pouvoir répondre aux besoins de matières premières de l'agrotransformation, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. À titre d'exemple, l'entreprise Thé Péyi, qui rencontre un énorme succès avec 500 000 bouteilles vendues en 2024, manque des plantes nécessaires à la réalisation de ses produits. Cela démontre bien la nécessité de créer davantage de passerelles entre les acteurs et de développer des circuits courts.

L'autonomie énergétique des territoires ultramarins dès 2030 est prévue par la loi sur la transition énergétique, est-ce que le projet Papillon est un levier pour atteindre cet objectif?
L'alimentation et l'énergie représentent des besoins fondamentaux pour toutes les sociétés et pour tous les peuples. Comment expliquer que sur un territoire où il y a de la géothermie, du vent, du soleil et la force de la mer, nous dépendions de l'énergie fossile; l'énergie la plus soumise aux remous de la géopolitique et la plus dévastatrice pour l'environnement?
Le projet Papillon est effectivement un levier clé pour la transition énergétique de la Guadeloupe. Il permet d'accélérer l'ensemble des politiques publiques pour que, d'ici 2030, nous arrivions à atteindre notre objectif d'autonomie énergétique. Le potentiel est là. Les richesses sont partout autour de nous. À nous de les exploiter à bon escient. C'est l'ambition du projet

Papillon : développer des infrastructures modernes et des microréseaux énergétiques qui permettront de réduire les coûts tout en renforçant notre indépendance énergétique. Les effets de ce projet seront bénéfiques pour l'ensemble de l'archipel : réduction de la facture énergétique, création d'emplois verts et contribution à la lutte contre le changement climatique.

La Guadeloupe disposera très prochainement d'un CHU ultra moderne, doté d'équipements de pointe. Quelle vision de la santé soutenez-vous?

La Guadeloupe doit devenir leader de la santé et pionnière de la santé tropicale. Nous souffrons de pathologies qui nous sont propres : nous devons transformer ces faiblesses en forces, en développant des compétences spécifiques; une véritable expertise médicale. Nous disposerons bientôt d'un CHU flambant neuf avec une médecine de pointe. Ce sont des atouts déterminants et attractifs pour un touriste américain ou britannique qui ne se déplacera pas sur un territoire où il ne se sentirait pas en sécurité médicale.

Les habitants de Floride viendront se faire soigner en Guadeloupe, tout comme les ressortissants de la Caraïbe, tels que les Trinidiens ou les Saint-Luciens. Ces nouvelles opportunités permettront de rentabiliser ces équipements et de développer une véritable filière économique. Mais, et c'est le plus important, la population elle-même sera mieux soignée, in fine. La santé est un formidable atout à développer pour notre territoire.

Comment faire du projet Papillon un projet fédérateur et un modèle du vivre ensemble pour la population guadeloupéenne ?

Le Conseil départemental est la collectivité de toutes les solidarités ; il est donc indispensable que le projet Papillon soit un levier pour fédérer l'ensemble des Guadeloupéens autour d'une ambition commune qui bénéficiera à tous. La réussite du projet Papillon repose ainsi sur l'établissement de stratégies communes et la fédération des compétences locales. Mon rôle est de créer les conditions du succès du projet et de permettre à chaque acteur d'apporter sa contribution : il s'agit pour les agriculteurs de produire, pour les transformateurs d'obtenir de la matière première, pour les coopératives d'assurer la distribution. Tout le monde doit jouer le jeu ! Même les parents, qui doivent transmettre à la jeune génération une éducation à un vivre-ensemble différent d'avant. Les politiques éducatives doivent également être renforcées sur un territoire comme le nôtre qui connaît encore un taux trop élevé d'illettrisme.

Une action en entraînera une autre, car nous sommes un peuple très attaché aux faits, à la preuve par l'exemple : une dynamique va immanquablement se créer.

Mais, pour réussir, nous devons aussi sortir de l'enfermement du passé, de l'étroitesse supposée de notre territoire. Nous devons faire évoluer les mentalités et croire en nous avant tout, croire aux possibilités du pays. Nous ne réaliserons pas de grandes et belles choses sans cette nouvelle conscience de nous-mêmes, sans optimisme, sans espoir ! La Guadeloupe a la capacité de la résilience, mais aussi de l'adaptation. Nous l'avons déjà prouvé par le passé :

de tout temps, nous avons réussi à nous adapter et à intégrer toutes les influences qui nous composent en une identité hybride, notre identité guadeloupéenne. Le projet Papillon, c'est prendre conscience de nous-mêmes, nous appuyer sur nous-mêmes, pour nous-mêmes, tout en ayant une conscience aiguë du monde qui nous entoure ; c'est le « tout monde » selon Glissant.

Enfin, vous définiriez-vous comme un idéaliste ?

Je me définirais plutôt comme un homme de convictions. Foncièrement, j'aime mon pays. Mais, en tant que responsable politique, je ne peux pas simplement me contenter de dire « J'aime mon pays ». Je m'attache à valoriser les potentiels, les atouts, les richesses de la Guadeloupe et des Guadeloupéens. Je suis quelqu'un de très cartésien, très réaliste. Le projet Papillon ne consiste pas à simplement dire « voici une vision, voici des intentions ». Derrière chaque objectif, il y a une stratégie pour mener des actions planifiées, quantifiées et surtout financées, dans le cadre d'une démarche prospective. À ce titre, l'évolution institutionnelle n'est pas une finalité en soi, mais un moyen, un outil au service d'une vision qui a pour objectif des politiques publiques plus performantes au service du développement de l'archipel.

Deux citations guident mon parcours depuis toujours. L'une est de Sénèque : « Les vents sont favorables à ceux qui savent où ils vont ». À cela, je rajoute que, selon moi, nous devons tracer notre vision pour pouvoir utiliser les vents favorables. La deuxième est de Churchill : « Dès lors qu'il y a une volonté, il y a un chemin ». Tout est dit.





De la terre à l'assiette - Glanage (1^{er} décembre 2024)

LE PROJET PAPILLON PRÉSENTE UNE VISION STRUCTURÉE EN 5 AXES STRATÉGIQUES

1. Garantir notre souveraineté alimentaire : préserver la biodiversité, valoriser les savoirs locaux

« Nous devons nous réapproprier notre capacité à nous nourrir, inverser la tendance pour être en mesure de produire, dans les années à venir, 80 % de notre consommation locale. »

2. Garantir notre souveraineté énergétique et numérique

« Le projet Papillon est un levier clé pour la transition énergétique de la Guadeloupe. Il permet d'accélérer l'ensemble des politiques publiques pour que, d'ici 2030, nous arrivions à atteindre notre objectif d'autonomie énergétique. »

3. Population et inclusion – Une Guadeloupe solidaire

« Notre objectif est de renforcer la cohésion sociale en impliquant toutes les générations, pour créer une société unie, où chacun trouve sa place et contribue au développement collectif. Les jeunes

doivent pouvoir ressentir leur territoire comme attractif d'un point de vue professionnel mais aussi culturel. Quant à nos aînés, je suis un fervent militant du bien vieillir chez soi, les structures familiales fortes font partie des atouts de notre société. Nous veillerons à renforcer la transmission intergénérationnelle et les services adaptés. »

4. Culture, tourisme et politique mémorielle – Valoriser notre patrimoine

« Au-delà de renforcer une identité, la culture est un lien social qui crée de l'activité, mais aussi de l'émotion partagée. C'est un véritable moteur économique et identitaire. J'aimerais qu'on ne vienne pas en Guadeloupe uniquement pour ses plages, mais aussi pour son bouillonnement culturel, un bénéfice réel pour les visiteurs, mais aussi pour notre population. »

5. Santé – Une Guadeloupe pionnière en santé tropicale

« La Guadeloupe doit devenir leader de la santé et pionnière de la santé tropicale. Nous souffrons de pathologies qui nous sont propres : ce sont des faiblesses que nous devons transformer en forces, en développant des compétences spécifiques ; une véritable expertise médicale. »

FEMMES ET SCIENCES : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

Le 11 février, le monde célébrait la Journée internationale des femmes et des filles de science. Pourtant, malgré de nombreuses initiatives, les femmes restent sous-représentées dans les domaines scientifiques. Aux Antilles-Guyane, où les défis sont majeurs, la mixité est plus que jamais essentielle. Texte Sarah Balay

« Rien dans la vie n'est à craindre, tout est à comprendre. » Cette célèbre citation de Marie Curie, chimiste et physicienne, première femme doublement récompensée par le prix Nobel, a résonné, début février, dans plusieurs collèges et lycées de Guadeloupe.

À l'occasion de la journée internationale des femmes et des filles de science, l'Académie organisait la 5^e édition d'Ingénieure au féminin, un rendez-vous interactif et ludique (avec un quiz notamment, à retrouver en fin d'article) destiné à encourager les jeunes filles à embrasser des carrières scientifiques.

Au lycée Charles Coeffin de Baie-Mahault, l'admiration se lisait sur les visages des élèves de deux classes de seconde face aux témoignages passionnés de quatre mairaines, ingénieures de formation : Aline Banaïas, (systèmes énergétiques), Lindsay Quimpert (chimie et matériaux), Débora Caille (génie d'aménagement) et Mélissa Philomin (génie civil et environnement). Par petits groupes, les élèves ont pu ensuite échanger avec chacune d'entre elles et participer à des ateliers.

Une véritable opportunité pour ces lycéens, et surtout lycéennes qui, bénéficient tout au long de l'année et hors du temps scolaire, d'initiatives visant à stimuler la mixité dans les sciences. Parmi elles, des événements phares comme Outre-mer Girls Tech Day, Challenge InnoVAtech ou des hackathons incitant leur engagement dans ces domaines encore majoritairement masculins. « Il est essentiel d'agir sur le terrain et de multiplier les actions », confie Sophie Lubin, fondatrice de l'association Maryse Project, qui

œuvre à « poser les fondations solides d'une génération tech et responsable, au service des Outre-Mer ». « Localement, de nombreuses femmes scientifiques s'investissent pour inspirer et accompagner les jeunes filles, à l'image de Christine Barul, épidémiologiste, Gaëlle Gruel, docteur en microbiologie, Mailie Saint-Hilaire, docteur en sciences agronomiques, Linda Chalder, docteur en biochimie médecine-moléculaire ou Ludivine Lasserre doctorante en informatique. »

MANQUE DE CONFIANCE ET STÉRÉOTYPES

Selon Guylène Bussac, inspectrice académique et inspectrice pédagogique régionale en science technique industrielle en Guadeloupe, toutes ces actions de sensibilisation ont un impact positif sur nos territoires.

« Nous affichons des scores nettement supérieurs à l'échelle nationale », explique-t-elle. « C'est le cas, par exemple, de la série technologique STI2D (sciences et techniques de l'industrie et du développement durable) avec 16 % de filles contre 8 % dans l'Hexagone. Une tendance qui se retrouve en Martinique également. » Malgré ces avancées, des progrès restent à faire. « Le principal frein demeure le manque de confiance en soi, renforcé par des stéréotypes persistants qui leur donnent l'impression que le monde scientifique n'est pas fait pour elles. »

Alors que la France s'inquiète de la lente disparition des filles des filières scientifiques, l'UNESCO vient de lancer un appel à l'action pour « combler l'écart entre les genres en science ».

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture envisage d'éliminer les stéréotypes et les préjugés liés au genre dans le domaine de la science en renforçant la visibilité des modèles féminins inspirants ; en facilitant l'accès des filles aux formations scientifiques grâce à des stratégies et initiatives éducatives innovantes et, enfin, en créant des environnements de travail inclusifs, favorisant l'épanouissement et la progression des femmes scientifiques grâce à des politiques d'égalité et de diversité. L'enjeu est de taille, car sans diversité, la science se priverait d'une richesse essentielle à son évolution.



LES RENDEZ-VOUS MARQUANTS AUX ANTILLES-GUYANE

- > **Journée Ingénieure au féminin** dans les collèges et lycées (5e édition dans l'académie de Guadeloupe) ;
- > **Outre-mer Girls Tech Day (OMGTD)** : événement dédié à l'inclusion de la jeunesse dans les métiers de la tech (14-18 ans) organisé en Guadeloupe, Martinique et bientôt en Guyane (association Maryse Project) ;
- > **Hackathon pour la jeunesse** : compétition d'innovation pour générer des idées et concevoir des solutions sur une période très courte ;
- > **Challenge InnovaTech**, créé depuis dix ans, dans 21 régions de France et dans les outre-mer par l'association Elles Bougent ;
- > **Dialogue, santé, société**, première édition en Guadeloupe : rencontre autour de la vulgarisation scientifique organisée par l'association Karibbean Sciences présidée par Lynda Chalder, docteur en biochimie-médecine moléculaire ;
- > Exposition « **Les filles, Osez les sciences !** », organisée en Martinique par le Carbet des Sciences ;
- > **Webinaire** de l'association Femmes et sciences sur le climat dédié aux enseignants de l'académie de Guyane ;
- > **Prix Amelia Earhart** (10 000 dollars) attribué jusqu'à 30 femmes poursuivant des études de doctorat en ingénierie aérospatiale et en sciences spatiales. Cette bourse peut être utilisée dans n'importe quelle université dans le monde.



EN CHIFFRES

Dans le monde :

- **1** scientifique sur **3** est une femme ;
- Moins de **2/5** des diplômés en STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) sont des femmes ;
- Seulement **12 %** des membres des académies nationales des sciences sont des femmes.

En France :

- La proportion de femmes diplômées en STIM a baissé de **6 %** entre 2013 et 2020 (enquête Gender Scan Etudiants 2024) ;
- Les lycéennes sont sous-représentées dans les disciplines scientifiques : **14 %** en sciences de l'ingénieur, **42 %** en maths et **46 %** en physique-chimie ;
- À la rentrée 2024, le nombre de femmes parmi les nouveaux étudiants inscrits à Polytechnique était de **16 %** contre **23 %** en 2023.

Aux Antilles (rentrée 2024) :

- En NSI (numérique et sciences informatiques), l'académie de Guadeloupe* accueille **26 %** de filles en première contre **18 %** en terminale ;
- En SI (sciences de l'ingénieur) : **26 %** de filles en première contre **15 %** en terminale ;
- En série technologique STI2D (sciences et techniques de l'industrie et du développement durable) : **16 %** de filles ;

**La tendance est quasi similaire dans l'académie de Martinique.*

TÉMOIGNAGES

« Rêver grand »

Débora Caille, ingénieure en génie d'aménagement à Basse-Terre, marraine de la journée Ingénieure au féminin au lycée Charles Coeffin de Baie-Mahault.

« Ce n'est pas toujours facile d'évoluer dans un milieu masculin. Il faut réussir à s'imposer, c'est vrai. Mais en général, lorsque les compétences sont là, tout se fait plutôt naturellement. C'est important pour moi de partager mon expérience auprès des jeunes, car à l'époque, je n'avais personne vers qui me tourner. J'aime leur conseiller deux choses essentielles : rêver grand et se donner les moyens. Le plus important est d'avoir son propre objectif. Choisir de faire ce que nous aimons vraiment sans se laisser influencer par les parents ou les autres. C'est aussi très important de ne pas s'isoler et de s'appuyer sur des modèles de réussite. »



© lycée Charles Coeffin, Baie-Mahault (Guadeloupe)



Crédit : Karollyne Hubert

« Stimuler la diversité »

Sophie Lubin, fondatrice de l'association Maryse Project dont l'action phare est l'Outre-mer Girls Tech Day.

« Tous les problèmes que rencontrent nos territoires (climat, économie circulaire, déchets, habitat, etc.) seront résolus par la science. Nous avons besoin d'ingénieurs, de scientifiques et d'informaticiens... Mais il faut avant tout une diversité d'approches et de regards. Ce qui compte, c'est la multiplicité des modes de pensée. Il ne s'agit donc pas d'opposer hommes et femmes, mais d'encourager la complémentarité : plus les profils seront variés, plus la science avancera. Le risque ? Un déséquilibre. Exclure les femmes, c'est limiter les perspectives et ralentir les solutions. En informatique, par exemple, et plus encore avec l'essor fulgurant de l'IA, ceux qui façonnent les technologies influencent directement notre quotidien. Sans diversité, le monde sera pensé par une seule catégorie de la population. »



Femmes et ingénieures : testez vos connaissances !

L'ingénierie est depuis longtemps, et encore aujourd'hui, perçue comme un domaine réservé aux hommes. Pourtant, des femmes pionnières ont marqué son histoire, bousculant les idées reçues tout en ouvrant la voie aux générations suivantes. Extrait d'un quiz proposé aux collégiens et lycéens lors de la Journée Ingénieure au féminin.

1. En quelle année fut diplômée la première femme ingénieure en France ?
2. Qui était la première femme noire ingénieure à intégrer la Nasa ?
3. Quand la mixité a-t-elle été rendue obligatoire à l'école ?
4. Quel est le pourcentage de femmes dans les écoles d'ingénieurs ?
5. Qu'est-ce que l'effet « Matilda » ?
6. Citer 3 femmes scientifiques victimes de l'effet « Matilda »
7. Qu'est-ce que le stéréotype de genre ?
8. Citer 3 femmes dont les recherches ont contribué à l'écologie.
9. En quelle année la première femme a été élue à l'académie des sciences ?
10. Combien d'années d'études supérieures au minimum faut-il faire pour devenir ingénieur(e) ?

Réponses : 1. Les premières diplômées et futures « ingénieuses » sortent de l'École des mines de Saint-Étienne en 1919 et de l'École centrale en 1921. 2. Mary Winston Jackson (en photo), née en 1921, était une Américaine mathématicienne et ingénieure en aérospatial. 3. Le 11 juillet 1975 (loi Haby) 4. 28 %. 5. L'effet Matilda est le déni ou la minimisation récurrente et systémique de la contribution des femmes scientifiques à la recherche, dont le travail est souvent attribué à leurs collègues masculins. 6. Nettie Stevens, biologiste américaine qui a découvert les chromosomes X et Y et leur rôle dans la détermination sexuelle. Marthe Gautier, cardio-pédiatre française qui a découvert le chromosome à l'origine de la trisomie 21 et Rosalind Franklin, biologiste britannique qui a mis en évidence la structure à double hélice de l'ADN. 7. Préjugés quant aux attributs ou caractéristiques que les femmes et les hommes possèdent ou doivent posséder et aux rôles qu'ils jouent ou doivent jouer. Exemple : Les filles ne savent pas conduire. 8. Anita Conti, océanographe française, première lanceuse d'alerte sur la surexploitation des espèces ; Anna Mani, météorologue indienne qui travaille sur la sonde de mesure d'ozone et Azza Abdel Hamid Faiad, lycéenne égyptienne qui trouve un catalyseur qui permet de transformer les déchets plastiques en biocarburant. 9. Le 14 mai 1979, avec Yvonne Choquet-Bruhat, mathématicienne et physicienne, pionnière des études sur les ondes gravitationnelles. 10. Entre 5 et 6 ans minimum. (Source : Éducation nationale)



LE POUVOIR DU WAX

Ce sont les soldats ghanéens enrôlés par l'armée néerlandaise en Indonésie qui, à leur retour, ont changé l'histoire de ce tissu qui reproduisait au départ les batiks indonésiens. On est au 19^e siècle, le wax est né et ce tissu aux imprimés et motifs caractéristiques tels Je sors, tu sors, robinet ou mari capable, va devenir un vêtement, un symbole, un objet culturel et identitaire. Le Musée de l'Homme interroge son histoire et sa portée à travers le travail d'artistes du continent africain, stylistes, peintres, plasticiens et photographes. Une exposition au carrefour des notions de « panafricanisme, d'empowerment, d'Afropéen, d'upcycling et d'afrodystopie » qui illustre la portée culturelle de nos vêtements et nos symboles.

*Exposition au Musée de l'Homme, dans le cadre de sa saison « Migrations », à Paris, du 5 février au 7 septembre 2025.
Samedi 17 et dimanche 18 mai : le musée propose de nombreuses animations et ateliers pour tous les publics.*



30 000

C'EST LE NOMBRE DE LOGEMENTS À RECONSTRUIRE À MAYOTTE SUITE AU PASSAGE DU CYCLONE CHIDO LE 5 DÉCEMBRE 2024, SELON LES CHIFFRES DE LA FONDATION DES ARCHITECTES DE L'URGENCE. UN CHANTIER QUI POURRAIT DURER ENTRE CINQ ET DIX ANS.



ANTILLES

Arme anti-vie chère

Les outils digitaux contre la vie chère se multiplient. En septembre, la plateforme Kiprix.com, qui permet de comparer les prix entre les Antilles et l'Hexagone, a généré des dizaines de milliers de visites. Fin janvier, l'application mobile Kiprix a officiellement vu le jour. L'objectif est d'en faire un outil collaboratif avec des relevés physiques (dans 72 enseignes de Martinique pour le moment) de la part des utilisateurs afin de suivre l'évolution des prix.



WALLIS-ET-FUTUNA

CONTENEURS DE FERRAILLE

Début février, 50 tonnes de déchets métalliques ont quitté le territoire de Wallis-et-Futuna pour l'Australie où ils devraient être ensuite valorisés dans des fonderies. Une initiative menée par une jeune association d'export de déchets du Fenua et qui devrait être poursuivie.



GUYANE

DANS LES AIRS

À compter du mois d'avril, la compagnie aérienne Air France lance une nouvelle offre sur le réseau régional Caraïbes : un vol direct hebdomadaire (le mardi) entre Cayenne en Guyane et Fortaleza au Brésil (Airbus A320). Le vol direct vers Belém est toujours maintenu le vendredi. Les Antillais ne seront pas en reste puisque le vol suivra un itinéraire les incluant : un départ de Pointe-à-Pitre, en passant par Fort-de-France, avant une dernière escale à Cayenne pour un vol direct vers Fortaleza.

***90%**
des clientes
satisfaites après
5 séances

SOINS MINCEUR EXPERTS

à partir de

39€

LE SOIN DRAINANT

DIAGNOSTIC GRATUIT

Découvrez votre cure idéale sans engagement !

**mincir
devient
un
plaisir !**

CURE PERSONNALISÉE

Un programme adapté à chaque silhouette,
pour des résultats personnalisés !

+ ACCOMPAGNEMENT ALIMENTAIRE

= 100% DE RÉSULTATS*

Diminution des centimètres, raffermissement et remodelage visible !



Offerts pour l'achat d'une cure

NOMBRE DE
PLACES LIMITÉES

Prenez soin de votre silhouette, réservez dès maintenant !

Happy Beauty

15 ANS D'EXPIÉRIENCE
EN MINCEUR

PLUS DE 5000
CLIENTES SUIVIES !

📍📍📍📍📍 @HappyBeauty

www.happybeauty.fr

RAIZET

Imm. Shopping Center
0590 28 15 98

JARRY

Bvd de Hazellebourg
0590 98 57 53

ABYMES

Rue A.P. Bonneau, Bourg
0590 47 46 34

CAPESTERRE

19 av. P. Lacroix
0590 92 74 63

LAMENTIN

C'cal Galerie de Mingphise
0590 81 18 61

LE MOULE

Bvd Rougier
0590 236 306

PARIS ALESIA

33 av. du Général Leclerc
01 45 39 25 29

QUARTZ
LUBRIFIANTS

Nos lubrifiants
Haute Performance
pour moteurs hybrides
et thermiques



Disponibles dans
vos stations TotalEnergies
et chez nos revendeurs.



TotalEnergies



 ag.totalenergies.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la!



GUADELOUPE

Sport au féminin

Dans la continuité d'EssentiElle Stories, lancée sur Instagram en 2020, l'escrimeuse guadeloupéenne Ysaora Thibus est à l'origine d'un projet documentaire intitulé Focus réalisé en partenariat avec L'Équipe et le média Yard. Diffusés sur YouTube, cinq premiers portraits mettent en lumière des sportives multi médaillées. Dans une interview accordée à un média local, la fleurettiste confie qu'il s'agit « de redéfinir le narratif autour du sport féminin, avec des récits authentiques et humains ».

GUADELOUPE

Réouverture du golf de Saint-François

Après plusieurs mois de fermeture en raison d'un déficit abyssal de plus de 3 millions d'euros, le golf international de Saint-François a rouvert ses portes fin janvier. Une bonne nouvelle pour les amateurs privés de leur terrain de jeu de 54 hectares. Il faudra toutefois attendre six mois de plus pour profiter du club-house, du bar et du restaurant. À suivre.



Elle a dit

« La Martinique concentre toutes les contrariétés, toutes les passions, toutes les ethnies du monde... Toutes les interrogations anxiogènes sur le futur. Elle peut être le petit point de départ de quelque chose qui va s'ouvrir au monde, s'ouvrir à la vie demain. »

Marijosé Alie, écrivaine, musicienne et journaliste
(conférence Les Outre-mer aux avant-postes/ 30 janvier 2025 à Paris).

RÉUNION

PREMIÈRE ÉCOLE PUBLIQUE D'ARCHITECTURE

Depuis le 1er mars, l'île de la Réunion abrite la première école d'architecture publique d'Outre-mer. L'école a ouvert ses portes en 1988 en tant qu'antenne de l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA), mais elle a pris désormais son autonomie.



Zoom

Fin janvier, le PARM organisait un temps d'échanges et de découvertes autour des temps forts du SIAL*, le rendez-vous mondial de l'innovation alimentaire. Débrief des tendances avec Katia Rochefort, la directrice du PARM, en vue d'inspirer nos acteurs agroalimentaires ? Texte Mathieu Rached

Le SIAL 2024 réunissait 130 pays exposants, plus de 2 100 produits ont été présentés et analysés, dont 592 ont été retenus pour leur caractère **INNOVANT**.

L'alimentation (re)devient un vecteur de plaisir quotidien dans un contexte de crise. Les produits doivent être **BONS POUR « MOI »** puis bons pour la santé et la planète.

La reprise de l'innovation alimentaire est là depuis 2024 avec **+11%** (par rapport à 2022)

Des innovations biologiques en baisse : -11 points depuis 5 ans. La faute à des prix trop élevés par rapport aux produits conventionnels.



Épices, gingembre, piment... On note une percée des goûts puissants auprès des consommateurs grâce à des process naturels et des ingrédients nouveaux.

QUOI DE NEUF DANS LES CADDIES ?



56% DES LANCEMENTS

2024 sont sur la tendance « plaisir » : plus de plaisir et moins de valeur ajoutée santé est observé.

On voit grandir un intérêt pour des **PRODUITS PEU INNOVANTS**

mais qui présentent un nouveau bénéfice consommateur pour un prix moins cher que le marché. Exemple d'une canette d'eau pétillante peu chère par rapport à la concurrence en bouteille traditionnelle.

Les consommateurs confirment leur intérêt pour les **PRODUITS TRADITIONNELS REVISITÉS**.

On va rechercher un produit historique du passé, qui doit être adapté à l'ère d'aujourd'hui. L'intérêt se porte vers de la gastronomie qui a du goût avec des valeurs santé : par exemple région de Corée (du fait de la fermentation) et du pourtour méditerranéen.

LES GRANDS PRIX DU SIAL

- Bronze** : Substitut de sushi à partir de Konjac (zéro calorie)
- Argent** : Super Greens Moringa (élément végétal très fonctionnel)
- Or** : Préparation pour élaborer soi-même des galettes végétales « naturelles »



* Animé par Xavier Terlet, expert en innovation alimentaire, président du Jury du Concours du SIAL Innovation, du Cabinet PROTEINES XTC.

SAMSUNG

Pour

vous
servir

Galaxy S25 Ultra

Galaxy AI ✨

Mon partenaire intelligent



Valeur
ancien
mobile



150€
de bonus
reprise⁽¹⁾

DAS tête : 1,246 W/kg, DAS tronc : 1,420 W/kg, DAS membres : 2,58 W/kg

Offre soumise à conditions valable aux Antilles-Guyane françaises du 11/02/2025 au 09/04/2025 inclus pour toute souscription à un forfait mobile en version « avec mobile ».

(1) Offre de reprise valable jusqu'au 09/04/2025 et réservée aux particuliers et aux clients pros non assujettis à la TVA et limitée à 5 reprises sur 12 mois par client propriétaire du terminal. Après évaluation du terminal, remise sous forme d'un bon d'achat immédiat, utilisable en une seule fois et uniquement dans la boutique émettrice pour l'achat d'un terminal mobile. Non-remboursable. L'offre de Bonus s'applique pour les clients mobiles Orange déjà titulaires d'un forfait mobile et éligibles à la reprise. Pour les nouveaux clients mobiles Orange, l'offre de Bonus est soumise à la souscription d'un forfait mobile avec engagement de 12 mois au moment de la reprise. Le Bonus s'applique pour la reprise de tout mobile ou tablette supérieure à 1€ après évaluation du terminal. Un seul Bonus possible par offre souscrite, par terminal repris et par mobile acheté. Liste des Smartphones éligibles au bonus sur orangearaibe.com. Conditions détaillées du service Orange reprise, du Bonus reprise et liste des boutiques Orange participantes sur www.orangearaibe.com.

02/25 © Orange S.A au capital de 10 640 226 396 € Siège Social : 111, quai du Président Roosevelt 92130 Issy les Moulineaux 380 129 866 RCS Nanterre.



est là

Emploi

UNE SOLUTION POUR CHACUN

France Travail, la Mission locale et CAP emploi ont joué la carte de la synergie pour aller à la rencontre des demandeurs d'emploi au cœur des communes et des quartiers. C'est la **Place de l'emploi**, dont la première édition a eu lieu à Morne-à-l'Eau, le 28 janvier.

Texte Caroline Bablin - Photo Christophe Combes et Lyvonn Lyncée, France Travail



Jean Bardail, maire de Morne-à-l'Eau, président de la Mission locale, président de la CANGT - Fabrice Marie-Rose, directeur régional de France Travail Guadeloupe & Îles du Nord



Il y a foule, ce mardi matin, sur la place Gerty-Archimède, à Morne-à-l'Eau. Des chapiteaux ont été dressés et des haut-parleurs retransmettent les échanges tenus sous le dôme, centre névralgique de la Place de l'emploi. Des intervenants sont là pour répondre à toutes les questions du public, et pour l'heure, il est question du compte personnel de formation...

« Notre objectif est d'aller à la rencontre des publics les plus éloignés des dispositifs traditionnels de l'emploi », explique Fabrice Marie-Rose, directeur régional de France Travail Guadeloupe et Îles du Nord. « Nous avons voulu proposer une offre de services globale. »

D'un côté, les centres de formation. Non loin, les agences d'intérim. Et en face, les partenaires institutionnels tels que la Région, le Conseil départemental, la Caisse d'allocations familiales, ainsi que le RSMA. Dix-neuf employeurs sont présents et 135 offres d'emploi sont proposées. Cette première édition de la Place de l'emploi, une initiative portée par France Travail, la Mission locale et CAP emploi, remporte un franc succès. Leïla est venue spécialement d'Anse-Bertrand : « Je viens d'arriver

et je fais le tour. Je cherche un poste d'employée commerciale ou d'hôtesse de caisse... »

APRÈS MORNE-À-L'EAU, VIEUX-FORT

« Nous avons commencé à travailler sur ce concept en juillet », explique Nathalie Rubini, directrice territoriale déléguée de la Grande-Terre pour France Travail et cheffe de projet. « Nous avons soumis notre projet aux municipalités avec qui nous travaillons en étroite collaboration. » La première a donc eu lieu à Morne-à-l'Eau, tout un symbole pour le maire Jean Bardail, qui est aussi le président de la Mission locale.

La prochaine édition est d'ores et déjà prévue en mai, à Vieux-Fort. Et la Place de l'emploi devrait ainsi, au fil des mois, parcourir la Guadeloupe, s'installer jusqu'au cœur des quartiers, dans l'objectif d'aller toujours au plus près des demandeurs d'emploi, les rencontrer là où ils vivent...

« La formule répond à un besoin », insiste Fabrice Marie-Rose. « Nous aurons réussi si chaque demandeur d'emploi qui se présente ici repart avec une solution concrète, a minima un début de plan d'actions adapté à sa situation personnelle. »

ÉCHOS DE LA PLACE

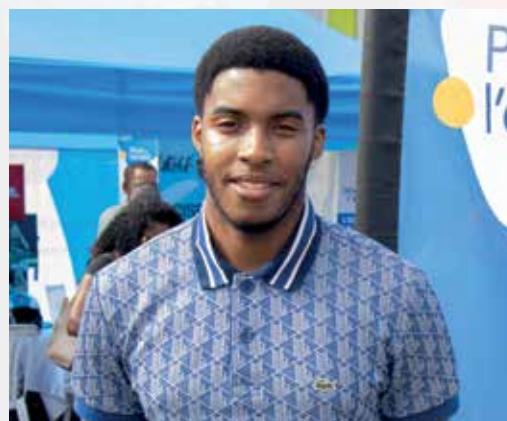


Frédéric Justine, d'Anse-Bertrand :

« Je suis reconnu comme travailleur handicapé, mais je suis vivant et je veux rester actif ! Pour l'instant j'ai vu Ladom, CAP Emploi, j'ai aussi déposé un CV dans une agence d'intérim. Je regarde aussi si je peux être aidé pour me mettre à mon compte. Cette Place de l'emploi est une bonne idée, j'espère que les jeunes vont en profiter. »

Tomili Gustave, de Morne-à-l'Eau :

« Ce sont mes parents qui m'ont parlé de la Place de l'emploi. Je suis venu voir les agences d'intérim et les centres de formation. Je cherche dans le domaine de la gestion et du commerce. On m'a aussi dit de me rapprocher de mon conseiller à France Travail pour qu'il m'aide à mettre les choses en place. C'est ce que je vais faire... »



Amanda Espanet, d'Anse-Bertrand :

« Je suis venue car j'ai reçu un mail de France Travail. Je suis en Guadeloupe depuis deux mois et je cherche un poste de conseiller en insertion professionnelle. Dans l'Hexagone, j'ai travaillé pour la Mission locale. C'est une bonne initiative, cela permet de rencontrer beaucoup de partenaires de France Travail au même endroit. »



Formation

TREMPLIN POUR L'EMPLOI : UN AVENIR TOUT TRACÉ

En Guadeloupe, douze jeunes motivés vont bénéficier d'un parcours de formation en alternance dans l'automobile grâce à un partenariat inédit entre GBH, le RSMA* et le Greta-CFA**. Un tremplin vers un emploi durable dans un secteur porteur. Découverte.

Texte : Sarah Balay - Photo Lou Denim



Les douze jeunes ont obtenu leur diplôme le 20 février, après six mois de formation au RSMA, avant de poursuivre leur parcours en alternance au lycée Paul Lacavé et au sein des concessions GBH.

« Mon objectif est de voir tous mes élèves obtenir un diplôme, poursuivre leurs études ou s'insérer professionnellement. » Pour Emmanuel Boisdur, président du Greta et proviseur du lycée professionnel Paul Lacavé (Capesterre-Belle-Eau), en répondant à ce double enjeu, le dispositif Tremplin pour l'emploi est un concept « extraordinaire ». À compter du 10 mars, douze jeunes, de 18 à 25 ans, vont intégrer son établissement pour douze mois de formation en alternance. À la clé : un titre professionnel de niveau 4 en contrat dans une des filiales automobiles GBH. Mis en place par GBH fin 2022, en Guadeloupe,

en Martinique, en Guyane et à La Réunion, Tremplin pour l'emploi vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes éloignés de l'emploi et à lutter contre le chômage en offrant des formations qualifiantes en alternance. « Il s'agit de leur donner les compétences et l'accompagnement nécessaires pour intégrer un marché en pleine transformation, marqué notamment par l'électrification des véhicules », précise Ludovic Erbeia, directeur du pôle automobile de GBH en Guadeloupe. « L'un des éléments phares et novateur de ce dispositif, c'est le partenariat inédit avec le RSMA ».

BASES ESSENTIELLES POUR LE MONDE DU TRAVAIL

En effet, avant d'intégrer cette formation qualifiante, ces jeunes ont franchi une première étape déterminante du dispositif : six mois de préparation au sein du RSMA. Période durant laquelle ils ont reçu un enseignement technique de base en mécanique ainsi qu'un accompagnement à l'insertion professionnelle. « Ces douze Guadeloupéens volontaires, sélectionnés parmi une quarantaine de candidats, ont surtout travaillé le savoir-être », explique le colonel Laurent Nobel. « Ici, ils acquièrent des bases essentielles pour le monde du travail : ponctualité, respect des consignes de sécurité, esprit d'équipe et discipline. Ils apprennent aussi à évoluer en collectivité, à respecter l'autorité et à prendre soin de leur bien-être à travers le sport ».

Grâce à cette collaboration entre GBH, le GRETA et le RSMA, ces douze Guadeloupéens disposent désormais de toutes les clés pour bâtir leur avenir professionnel dans un secteur en pleine évolution.

*RSMA : Régiment du service militaire adapté.

**GRETA-CFA : groupement d'établissements locaux de l'Éducation nationale.



Ludovic Erbeia, directeur du pôle automobile de GBH Guadeloupe, Colonel Laurent Nobel, chef de corps du RSMA Guadeloupe.

Ils ont dit

Rayan Rinol, 19 ans, apprenti, concession SGDM, atelier Mercedes

« Ma motivation est grande »

« Je suis très satisfait d'avoir passé la première étape au RSMA et de pouvoir continuer avec la pratique. Je reconnais que les premiers mois n'ont pas été faciles, mais aujourd'hui ma motivation est grande. Se lancer dans une formation avec la quasi-certitude d'un emploi derrière, cela change tout ! »

Marc-Amy Selbonne, 18 ans, apprenti, concession Toyota

« Je sais qu'un CDI m'attend à la fin »

« Ce dispositif est une réelle chance d'insertion pour moi. Je ne m'attendais pas à ce que cela soit aussi dur au RSMA, notamment au niveau du rythme. Et puis, je me suis habitué... Et aujourd'hui, je m'accroche pour la suite, car je sais qu'un CDI m'attend à la fin. »

Dyn Célini, 20 ans, apprenti, concession CAMA Renault Guadeloupe

« Une situation stable »

« Je connaissais déjà l'univers militaire et je maîtrise déjà l'électromécanique au niveau des navires. Cette formation est donc pour moi l'occasion de parfaire mes compétences en obtenant un diplôme supplémentaire. Je verrai bien comment se déroule la formation en alternance, car il peut toujours avoir des surprises. Ce dispositif est une réelle chance pour moi d'avoir une situation stable. C'est surtout cela que je recherche. »

Reconnaissance

L'AUDACE

Prêtes à relever des défis, 4 entreprises guadeloupéennes ont été récompensées lors de la seconde édition du Prix de l'Audace organisée par l'**UDE-MEDEF Guadeloupe**.

Texte Sandrine Chopot – Photo Lou Denim

Le Prix de l'Audace a pour objectif de mettre en lumière les entrepreneurs qui osent innover. Parmi les projets retenus en 2024, quatre ont obtenu les faveurs du jury : Tonton Siwo, Isokan, Jardin d'Ayo et Ka Concept.

Savoir-faire ancestral et modernité

« Prix coup de cœur »

catégorie agro-transformation :

Tonton Siwo par Laureen Moesse



Chez Tonton Siwo, on trouve : le père, qui produit de manière artisanale des sirops à base de plantes médicinales et d'épices locales ; la mère, qui inspire les recettes ; Laureen, la fille, en charge de promouvoir la marque et son compagnon qui imagine l'identité visuelle pour chaque bouteille. Résultat : une gamme de sirops locaux, savoureux et sucrés, déclinés dans neuf parfums. « Notre ambition est de faire perdurer un savoir-faire ancestral tout en cassant les codes du sirop traditionnel pour en faire un produit premium et créatif. Entre bien-être et gourmandise, chaque bouteille est associée à une couleur vibrante et porte le nom d'une personnalité publique. Nous souhaitons que nos clients intègrent nos sirops dans leur lifestyle au quotidien. » Audacieux et convaincus, Laureen et son compagnon n'ont pas hésité à quitter leurs emplois confortables en métropole pour se consacrer à 100 % au lancement de l'entreprise.



Tonton Siwo
06 90 65 46 98
contact@tontosiwow.com

Retisser les liens intergénérationnels

Lauréat - catégorie innovation :

Isokan par Julian Remy associé

à Hugues Lami



À l'horizon 2030, 30 % de la population guadeloupéenne aura plus de 60 ans ! La startup numérique Isokan a pour projet de développer des outils technologiques pour faciliter le maintien à domicile des personnes âgées en perte d'autonomie ou en situation de handicap. Concrètement, il s'agit d'une plateforme constituée de trois outils principaux : une application mobile pour les accompagnants ; une borne tactile intelligente à commande vocale (français/créole) pour connecter la personne âgée à sa famille, ses aidants, les professionnels de santé ; un système d'alerte dédié aux collectivités pour prévenir en cas de dangers. « Elle offre un panel de services comme le module Z-famille pour faciliter les échanges, un Z-agenda pour les rendez-vous, un Z-presta, un catalogue de prestataires à domicile, un porte-monnaie électronique et sécurisé rechargé par la famille. » Un projet de Silver Économie audacieux, félicité pour sa réponse moderne et visionnaire dans le domaine des services à la personne.



Isokan
06 90 38 87 71
contact@isokan.net

À TOUT PRIX !

Chimiste-agricultrice

Lauréate - catégorie agro-transformation :
Jardin d'Ayo par Sarah Gobert



Du haut de ses 1 m 62, pas facile pour Sarah de se lancer dans l'agriculture, un milieu encore très masculin. Lauréate du concours organisé par la Région A green Startup en 2020, plus motivée que jamais, elle crée en 2021 le Jardin d'Ayo, une exploitation agricole en culture biologique. « À Petit-Canal, j'exploite une parcelle de 7 hectares en agroforesterie où je cultive aussi des plantes aromatiques et médicinales. À Goyave, se trouvent le laboratoire, la distillerie, la concession ONE, 2 hectares de forêt humide. Je cultive l'atoumo et la rose de porcelaine. » La distillerie propose une gamme d'huiles essentielles artisanales et locales, à usage interne et externe, des hydrolats, des huiles végétales de coco et de moringa. Ses ambitions ? Une gamme de cosmétiques à venir dans l'année. Son audace ? Elle a réussi à combiner ses deux Amours : l'agriculture et la chimie. « Croire en soi, même si la terre entière vous dit que votre projet est une idée folle ! »



Jardin d'Ayo
06 90 59 96 82
sarahgobert@jardindayo.com

Donner une seconde vie aux déchets du BTP

Lauréat – catégorie services et commerces :
Ka Concept par Karuk Jean-Michel Grégoire



Ka Concept développe au travers de la marque Karudo (contraction de karukera et rudologie, science des déchets), la création d'une plateforme physique de matériaux d'occasion du BTP pour les entreprises et particuliers. « En Guadeloupe, il y a de nombreux chantiers de déconstruction. L'idée est d'aller à la rencontre des acteurs pour récupérer les matériaux non utilisés qui seront ensuite stockés, reconditionnés et revendus. Cela permet aux entreprises de réduire les coûts liés au traitement des déchets. » Un projet qui nécessite de l'audace pour réussir à convaincre les institutions et organisations de la nécessité de coconstruire ensemble pour trouver des solutions durables concernant la gestion des déchets du BTP. Son énergie ? Ses trois filles. « Je souhaite apporter ma contribution à la construction d'une Guadeloupe d'excellence et d'harmonie. »



Ka Concept
06 90 76 15 79
holdingkaconcept@gmail.com

« LA GUADELOUPE EST UN TERRITOIRE D'OUTRE-MER AVEC DE **NOMBREUX ATOUTS POUR LES JEUNES ENTREPRISES** »

« La Guadeloupe est un territoire d'Outre-mer avec de nombreux atouts économiques, des exonérations fiscales et sociales pour les jeunes entreprises désireuses de s'implanter dans un environnement dynamique », annonce M. Patrick Vial-Collet, président de la **Chambre de Commerce et d'Industrie des Îles de Guadeloupe**. Dans un contexte global marqué par l'innovation, la transition écologique et la digitalisation, notre archipel se positionne comme une terre d'opportunités. Photo Lou Denim



Patrick Vial-Collet, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des îles de Guadeloupe

UN CADRE FISCAL ET RÉGLEMENTAIRE INCITATIF

« L'un des principaux leviers d'attractivité de la Guadeloupe réside dans son régime fiscal avantageux, conçu pour stimuler l'investissement et soutenir l'entrepreneuriat local », explique Patrick Vial-Collet.

Il y a plusieurs facteurs qui font de la Guadeloupe un territoire propice à l'entrepreneuriat : les entreprises nouvelles peuvent bénéficier d'exonérations partielles ou totales de cotisations sociales pendant leurs premières années d'activité, selon les dispositifs de la Loi Girardin (articles 199 undecies B et C du Code général des Impôts).

Il y a aussi le Crédit d'impôt pour l'investissement en Outre-mer (CIOM). Il permet notamment aux entreprises d'obtenir jusqu'à 38,25 % d'aide fiscale sur leurs investissements productifs, notamment dans l'industrie, l'hôtellerie et l'innovation.

Ces mesures ont dynamisé la création d'entreprises : plus de 8 000 entreprises ont vu le jour en 2023 (+2,7 % par rapport à 2022), dont 821 immatriculées à la CCI IG (source Insee et données consulaire).

« Malgré un contexte social et économique parfois compliqué et mit à défis, le territoire est porteur d'opportunités. En tant que président de la Chambre de commerce et d'industrie, je réaffirme notre engagement à accompagner les entrepreneurs et à renforcer l'attractivité de notre territoire. »

UN POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

Notre archipel bénéficie d'une localisation géographique exceptionnelle qui facilite les échanges commerciaux et le développement des entreprises à l'international.

Un accès privilégié aux marchés de la Caraïbe et de l'Amérique du Nord : la Guadeloupe est idéalement située entre l'Europe, l'Amérique du Sud et les États-Unis, avec des connexions aériennes et maritimes performantes (plus de 2 millions de passagers aériens en 2023, source Aéroport Maryse Condé, Insee). L'aéroport Maryse Condé est un véritable hub de redistribution vers la Caraïbe et les Amériques. La Guadeloupe possède également des infrastructures modernes : le projet d'extension du Grand port maritime de Guadeloupe, qui constitue une plateforme logistique clé pour les échanges intra-caribéens est une opportunité pour accentuer nos échanges commerciaux. Par ailleurs, plusieurs zones d'activités bénéficient d'incitations pour les entreprises, notamment à Jarry, Pôle Caraïbes et Moudong.

UN ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL EN PLEINE EXPANSION

« La Guadeloupe n'est pas seulement un territoire fiscalement attractif : c'est aussi une terre d'innovation », décrit également le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Îles de Guadeloupe.

Des incubateurs, pépinières et la CCI IG soutiennent activement les entrepreneurs via des événements tels que le Forum des TPE et les Rencontres du numérique, favorisant les synergies et la montée en compétences.

DES SECTEURS PORTEURS POUR L'AVENIR

De même, « la Guadeloupe dispose d'un fort potentiel de croissance dans plusieurs domaines stratégiques ! », analyse-t-il.

Le numérique connaît un essor avec une montée en puissance des freelances, start-ups en développement web, IA et cybersécurité. La CCI IG met cette année l'intelligence artificielle au cœur de ses actions pour accompagner les entrepreneurs dans cette révolution. D'autres secteurs clés incluent l'agroalimentaire, la transformation locale et le tourisme durable, qui constituent des leviers majeurs de développement. Le premier secteur économique de l'archipel reste le tourisme avec la diversité de nos paysages. Il offre par ailleurs un terreau fertile pour l'entrepreneuriat et le développement des entreprises, bénéficiant d'un cadre naturel exceptionnel et d'un patrimoine culturel riche, propices à l'innovation et à l'investissement.

LA CCI IG EN MISSION POUR LE DYNAMISME DU TERRITOIRE

Le pôle Appui aux territoires de la CCI des Îles de Guadeloupe accompagne les collectivités et les acteurs économiques dans le développement des territoires. Il émet des avis sur les documents d'urbanisme et soutient des projets structurants pour dynamiser l'économie locale.

Ses actions incluent la revitalisation urbaine et commerciale (Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain), le soutien aux quartiers prioritaires (Entrepreneuriat Quartier 2030), l'implantation des entreprises (Bourse des locaux et du foncier) et le développement industriel (Territoires d'Industrie).

À travers ces initiatives, la CCI IG favorise un aménagement économique durable et attractif pour les entreprises et les territoires.

« Les défis sont nombreux, mais les opportunités le sont tout autant. » Entreprendre en Guadeloupe, c'est participer à la construction d'un territoire innovant, durable et connecté aux marchés de demain.



Logement

FAIRE SOCIÉTÉ ET **BIEN VIVRE** ENSEMBLE

La **SIG** fête, en 2025, ses 75 ans d'existence et d'action sociale en Guadeloupe. Des modèles et enjeux d'hier aux défis et engagements d'aujourd'hui, petit tour d'horizon avec Olivier Bajard, directeur général de la SIG, et Jean-Philippe Courtois, premier vice-président du Conseil départemental et président du conseil d'administration de la SIG.

Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim



Signature de convention SIG/CDC-H/Conseil départemental en faveur de l'habitat

Quelle histoire racontent ces 75 années d'action sociale de la SIG en faveur du logement ?

Olivier Bajard : Pendant 75 ans, la SIG a coconstruit la Guadeloupe avec ses actionnaires principaux, l'AFD, puis CDC Habitat, les collectivités, le Département et les communes. Nos 20 à 30 premières années, c'était le décaement. Il s'est agi de sortir la population de l'insalubrité, de maisons sans eau courante, ni électricité, sans desserte, pour les loger dans des immeubles qui, dans les années 1950 à 1970, représentaient une forme d'accès à la modernité. Nous étions dans une logique d'accès de tous à un logement. Pendant les 50 années suivantes, nous avons développé notre patrimoine, notre engagement sur le territoire en faveur du bien vivre.

Jean-Philippe Courtois : Nous partageons la même stratégie du bien vivre qui vise à offrir des logements de qualité sur le territoire. C'est pourquoi le Conseil départemental investit pleinement le champ de l'aménagement du territoire afin que les logements répondent à nos attentes pour les familles guadeloupéennes et que les résidences offrent un cadre de vie agréable. C'est en ce sens que le Conseil départemental soutient la SIG, qui est aussi le plus vieux bailleur du territoire qui a donc une forte expérience.

Aujourd'hui les défis se multiplient, peut-on dire que les problématiques et les enjeux ont changé, tout comme les engagements ?

O. B. : Effectivement, nous sommes à la croisée des chemins. Les financements publics baissent sur nos territoires. Le coût de l'argent est de plus en plus élevé. Le secteur du bâtiment est fragilisé : matériaux chers,



Inauguration de épicerie solidarité Morne-à-l'Eau



Visite de terrain à la résidence Mortenol

peu accessibles, normes constructives exigeantes. Notre société glisse dans l'isolement, l'individualisme, ou la délinquance. La population vieillit, avec 30 % de seniors à l'horizon 2030. Le monde fait face à des problématiques climatiques, écologiques, sociétales qui deviennent aussi des critères discriminants. Dans ce contexte, à l'aube de nos 75 ans, nous devons être, plus que jamais, un acteur, un phare, pour avancer de manière concertée avec notre écosystème économique, politique, social. Aujourd'hui, la SIG doit jouer un rôle de courroie de transmission pour la société, en répondant à la mission de bien loger tous les Guadeloupéens, mais aussi en ayant l'ambition d'être le partenaire de référence de tous les projets de la Guadeloupe.

Quelle stratégie comptez-vous mettre en place pour y parvenir ?

O. B. : Nous avons défini quatre grandes orientations. D'abord, construire mieux, pour tous et pour longtemps : les logements qui ne résistent pas aux cyclones, qui ne sont pas écologiques, sans recyclage de l'eau de pluie, sans énergie solaire, c'est derrière nous. Nous voulons de la qualité, des logements certifiés NF Habitat HQE.

J-P. C. : Des logements qui puissent également répondre aux besoins d'accessibilité des personnes à mobilité réduite et des personnes âgées.

O. B. : La deuxième orientation concerne en effet la satisfaction de nos clients, mais aussi de nos partenaires, cœur de notre engagement industriel. Nous tenons compte des attentes des élus pour construire la ville qu'ils souhaitent, des attentes des locataires, habitants des quartiers dotés d'infrastructures.

Il semble que « faire société » demeure une constante de votre feuille de route...

J-P. C. : Oui, nous sommes dans un objectif du mieux

vivre ensemble. Nous cherchons, en partenariat étroit, à redonner du sens, faire en sorte que les résidences soient des espaces de cohésion et que le Conseil départemental puisse s'appuyer sur ses services pour porter des réponses concrètes.

O. B. : Les enjeux sociétaux et climatiques sont les moteurs de notre action, c'est notre troisième grande orientation. Nous devons être des constructeurs innovants qui intègrent les dernières technologies, qu'elles soient constructives, écologiques, d'économie circulaire, d'insertion par l'emploi, dans notre approche de développement. Remettre les richesses humaines au cœur de notre engagement sociétal, c'est notre quatrième objectif. Aider collaborateurs et locataires à développer leurs talents et nous engager dans des partenariats majeurs autour du développement social et humain. Aujourd'hui la SIG, à 75 ans, souhaite jouer un rôle moteur dans le faire société en Guadeloupe. C'est ça notre enjeu.

Chiffres clés

(au 31 décembre 2024)

- **75 ans** : l'âge de la SIG, créée par décret ministériel le 3 février 1950
- **69,6 %** de clients satisfaits (enquête de satisfaction globale)
- **19 356 logements** gérés (parc locatif)
- **42,5 M€** d'investissements
249 logements livrés
- **31 M€** d'investissements en travaux sur le parc

Projet immobilier

3 JOURS POUR POSER LA PREMIÈRE PIERRE !

La 19e édition des **3 jours de l'Immobilier & de la Construction** vous donne rendez-vous au WTC du jeudi 10 au samedi 12 avril 2025. Le point avec les organisatrices Virginie Chanchorle et Martine Marais.

Texte Sandrine Chopot



Près de 5 500 visiteurs se rendent chaque année au salon, quel sera le thème de l'édition 2025 ?

Virginie Chanchorle : Le thème majeur restera le conseil. Le salon s'adresse à tous ceux qui ont un projet qu'il s'agisse de construction, de rénovation, d'achat neuf ou ancien, de recherche d'équipement ; et qui souhaitent être accompagnés par des professionnels. L'objectif pour le visiteur est d'avoir une vision d'ensemble des pièces nécessaires au montage de son projet.

Quels renseignements pourra-t-il trouver ?

Martine Marais : Parmi 35 exposants présents, le visiteur pourra s'adresser à l'ADIL (Agence départementale d'information sur le logement) pour toute question juridique, en matière de location ou d'acquisition. La banque partenaire proposera des offres préférentielles. Action Logement, avec Atriom et Sikoa, présenteront une palette de solutions d'accession adaptées au budget de chacun, de même que la SP HLM. Sans oublier le groupement de constructeurs de maisons individuelles Pôle Habitat FFB (assurant à ses clients

futurs propriétaires la garantie de parfait achèvement au prix convenu), l'Ordre des Architectes, les agences immobilières et conseils en patrimoine. Le CAUE* avec France Rénov' guidera le public dans la rénovation énergétique d'un logement. Une partie « matériaux et équipements » regroupera des professionnels spécialisés, proposant des produits tels que des toles isolantes, citernes, cuisines ou encore des solutions d'assainissement et d'électricité solaire.

Quels seront les grands temps forts ?

V.C. : Les conférences du samedi traiteront de sujets pratiques : comment établir son budget d'acquisition, quelles sont les garanties du contrat de construction, quel est le rôle de l'architecte, comment obtenir les aides à la rénovation etc.

Devenir propriétaire, est-ce encore possible ?

M.M. : Chaque année rencontre un contexte économique spécifique. Le prêt à taux zéro (PTZ) va être étendu à partir du 1er avril pour l'achat d'un logement neuf individuel ou collectif, après la promulgation de la loi de finances 2025. Les Guadeloupéens ont toujours le désir de devenir propriétaires. Le salon est un outil indispensable pour gagner du temps et de l'argent et ceci grâce aux conseils des professionnels, des institutions, des financeurs, qui se mobilisent au service des visiteurs et de leurs projets !

*CAUE : Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Infos pratiques :

9h à 19h30

Nocturne jusqu'à 20h30 le vendredi

Entrée 4 € (gratuit -12 ans)

10 | 11 | 12 AVRIL 2025 CWTC JARRY

3 JOURS de L'IMMOBILIER & de la CONSTRUCTION

Bienvenue au Salon !

de 9h à 19h30

Nocturne vendredi 11 avril jusqu'à 20h30

- ◆ RÉNOVATION
- ◆ ACCESSION
- ◆ CONSEILS
- ◆ FINANCEMENT
- ◆ CONFÉRENCES

WWW.3JOURSDELIMMOBILIER.COM

Organisation MM & CV Tél. 0590 235 394 - 0690 354 967
Entrée 4€ (gratuit enfants -12 ans)



Tourisme

UNE DESTINATION D'EXCEPTION

© CTIG

Pour s'imposer durablement sur le marché international, les Îles de Guadeloupe doivent monter en gamme. Propreté, qualité de service, bilinguisme, infrastructures... Autant d'éléments désormais essentiels comme l'expliquent la présidente et le directeur général par intérim du Comité du Tourisme des Îles de Guadeloupe (CTIG).

Texte Sarah Balay - Photos Lou Denim





© Lou Denim

Pourquoi la destination « Îles de Guadeloupe » doit-elle tendre vers un tourisme haut de gamme ?

Valérie Samuel-César, présidente du CTIG : La plupart des destinations ayant misé sur un tourisme de masse revoit sa stratégie en raison des conséquences environnementales, notamment sur la gestion des déchets et l'impact économique de celui-ci. De plus, le surtourisme crée une cohabitation difficilement acceptable et supportable pour la population locale. C'est en ce sens que le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs portés par la Région Guadeloupe a fait le choix de privilégier un tourisme qualitatif et expérientiel à forte valeur ajoutée.

En effet, il est essentiel de préserver notre environnement et la qualité de vie de chacun. J'aime à citer l'un de nos slogans qui est « le tourisme, sé nou tout ». C'est d'autant plus vrai qu'aujourd'hui, de plus en plus de familles guadeloupéennes vivent directement ou indirectement d'une activité en lien avec le tourisme. En outre, nous avons fait le choix d'attirer une clientèle ayant un pouvoir d'achat élevé, afin de faire croître sensiblement les dépenses de chaque touriste durant leur séjour dans nos îles.

Notre objectif, à moyen terme, est d'atteindre plus d'un million de touristes de séjour qui ne nous visiteraient pas seulement durant la période dite de haute saison, mais tout au long de l'année.

Comment l'archipel peut-il répondre aux attentes de cette nouvelle clientèle ?

Rodrigue Solitude, directeur général par intérim du CTIG : Nous sommes conscients que cette clientèle haut de gamme a des exigences qualitatives

importantes ; il est donc indispensable pour notre destination de continuer à accroître sa montée en gamme, et ce, dans plusieurs domaines (transport, hébergement, restauration, activités touristiques, culturelles et sportives, etc.), sans omettre la qualité de service, l'environnement et la propreté non seulement des sites touristiques, mais aussi de tous les lieux publics et les abords des routes. Il en va de l'image de notre archipel. Il est primordial que des acteurs guadeloupéens et les collectivités continuent à investir dans ce secteur en tenant compte des points précédemment évoqués.

Quels sont précisément les principaux défis à relever pour faire des Îles de Guadeloupe une destination plus premium ?

R.S. : Depuis la sortie de la crise du Covid, l'industrie touristique mondiale a accéléré sa mutation. Selon les données de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), ce secteur pèserait, en fonction des années, jusqu'à 10 % du PIB mondial, soit l'équivalent de l'industrie pétrolière ou de l'agroalimentaire. Les pays de la Caraïbe l'ont bien compris. Nos voisins ont fait le choix de prioriser le développement de cette industrie en visant, eux aussi, une clientèle haut de gamme. Chose que nous avons constatée lors de notre participation, en février, avec l'aéroport Guadeloupe - Maryse Condé au salon Routes Americas à Nassau (Bahamas), rendez-vous incontournable des compagnies aériennes et des destinations de la zone Amérique.

À cette occasion, nous avons pu échanger avec certains de nos voisins comme Curaçao, la Dominique, la Barbade, Tobago... Sans conteste, ces destinations ont

fait le choix d'investir continuellement et durablement dans le secteur. Pour certains, leur économie dépend du tourisme à plus de 50 % du PIB. Il représente des entrées de devises importantes qui sont réinvesties dans l'amélioration des équipements, mais surtout dans la promotion et la notoriété de ces destinations, et ce, sur tous les marchés émetteurs cibles. Les budgets qui y sont consacrés sont importants.

Nous savons que les Îles de Guadeloupe évoluent dans un environnement fortement concurrentiel (et qui le sera encore plus chaque année), face aux autres destinations caribéennes qui offrent des produits haut de gamme dans un environnement soigné et préservé. En revanche, contrairement à beaucoup de nos voisins qui ont fait le choix d'un développement touristique all-inclusive, nous proposons une expérience touristique « multiproduits ». Les Îles de Guadeloupe forment une destination qui se singularise des autres... Un archipel qui appelle à la découverte des six îles différentes et authentiques, de leur culture, de leur patrimoine matériel et immatériel, de leur population.

En faisant le choix d'un développement touristique « ouvert », cela implique que rien ne peut être dissimulé et que le client voit tout du territoire.



© CTIG

La propreté du territoire demeure donc un enjeu majeur pour l'attractivité touristique de la destination ?

V. S-C : Notre destination doit impérativement poursuivre l'amélioration globale de son offre touristique. Mais au-delà de cet enjeu, notre archipel doit aussi devenir un territoire exemplaire en matière de propreté, sans déchets sur le long des routes ni sur les sites touristiques.

Dans toutes les études de satisfaction que le CTIG réalise auprès des tour-opérateurs, des agents de voyages, des influenceurs et des journalistes qui viennent découvrir les Îles de Guadeloupe, tous sont unanimes : nous avons une destination magnifique. Malheureusement, le principal point faible de notre territoire reste son manque de propreté. Ce constat est sans appel auprès des marchés allemands et nord-

américains. Pour conquérir ces marchés, un cadre impeccable est indispensable.

Pourtant, notre archipel dispose de 22 déchèteries domestiques (dont sept construites par la Région Guadeloupe depuis 2016) qui sont gratuites pour les particuliers avec des amplitudes horaires très larges, certaines sont même ouvertes le week-end !

De plus, notre territoire est équipé de trois déchèteries pour les professionnels. Il n'y a donc aucune raison valable pouvant expliquer et justifier la présence d'immondices. La préservation de notre environnement et de notre cadre de vie est l'affaire de tous, pas seulement celle des collectivités. L'archipel peut, du jour au lendemain, être un modèle en matière de propreté si chacun d'entre nous se conscientise et se responsabilise, car « la Gwadeloup sé tan nou tout' an nou pwoptéy ».

Au-delà de l'aspect environnemental, quels sont les autres leviers à actionner pour améliorer la compétitivité des Îles de Guadeloupe sur le marché international ?

R. S. : Pour répondre davantage aux attentes du marché nord-américain (Canada et États-Unis), mais aussi DACH (Autriche, Allemagne, Suisse), un travail de mise à niveau doit être effectué en matière de bilinguisme. L'anglais doit être systématiquement utilisé dans tous les établissements accueillant des touristes : hébergements, activités de loisirs, taxis, et même l'accueil des hôpitaux... Il est essentiel d'ajouter l'anglais à la signalétique routière et de maintenir une grande attention à la qualité du service et de l'accueil. Le touriste a besoin d'avoir des repères, des critères qualitatifs lui permettant de faire ses choix de façon éclairée. Aussi, afin de renforcer la crédibilité et l'attractivité des établissements, la démarche de labellisation et de classement est primordiale. Ces classements et labels permettent aux prestataires de se conformer aux standards des clientèles internationales, tels que les labels Destinations d'Excellence, Tourisme & Handicap & Cruise Friendly. Tous ces dispositifs, portés par les Îles de Guadeloupe, visent à accompagner les porteurs de projets qui souhaitent investir dans la qualité.

Les voyageurs recherchent aujourd'hui des expériences uniques et responsables. Comment l'archipel valorise-t-il des offres comme le tourisme de nature sans empreinte, la découverte de la biodiversité ?

R. S. : Notre destination est riche de sa diversité. Ces prochaines semaines, le CTIG sera présent sur trois événements phares : les salons nature à Paris (Destination Nature) du 13 au 16 mars, au salon du randonneur à Lyon du 21 au 23 mars et au salon Aventure et Plein Air à Montréal du 22 au 23 mars, attirant un public de 72 500 personnes au total.

Les réseaux sociaux des Îles de Guadeloupe seront animés sur ce même thème, avec, à la clé, un séjour à gagner en écolodges sur terre et en mer et des activités

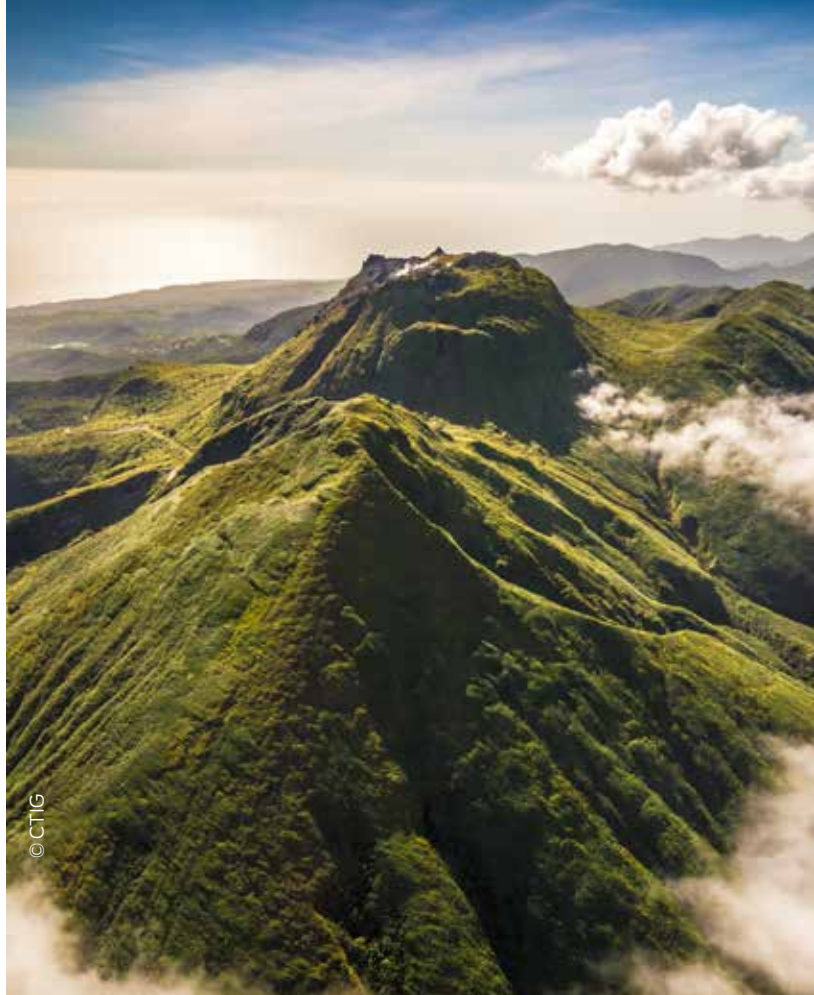
écoresponsables (randonnées, canyoning, kayak, en Basse-Terre, Grande-Terre et à Petite-Terre) dans le cadre d'un grand jeu concours à destination des Européens et des Canadiens.

Au-delà du produit hébergement et des activités eco-friendly, les Îles de Guadeloupe se démarquent aussi pour leurs richesses humaines et culturelles, les hommes et les femmes qui les constituent, leur histoire, la géographie, l'âme de ses six îles authentiques.

Les voyageurs recherchent cette proximité avec la population, le contact qu'offre l'archipel guadeloupéen. Le CTIG valorise cette richesse.

C'est dans cette optique que les Îles de Guadeloupe lancent l'application officielle de la destination « Hello Guadeloupe » : le compagnon de voyage intelligent à l'attention de tous nos visiteurs. Elle propose la découverte de l'archipel en toute simplicité, surtout une expérience enrichie d'itinéraires culturels et gourmands pour mieux vivre les Îles de Guadeloupe.

C'est aussi la référence pour les résidents désireux de redécouvrir sous un nouvel angle leur territoire et de bénéficier d'offres last minute à des tarifs exclusifs : bons plans, activités, restaurants, hébergements, etc.



L'application Hello Guadeloupe se veut également un outil stratégique pour les professionnels du tourisme...

V. S-C : En effet. Dans cette dynamique, les Îles de Guadeloupe proposent également une palette de services et d'outils performants à destination des professionnels. En accompagnant les socioprofessionnels, les Îles de Guadeloupe participent activement à la structuration et à la valorisation de l'offre touristique de la destination. D'ailleurs, nous encourageons les acteurs du secteur à contacter nos équipes pour bénéficier de cet accompagnement et s'inscrire pleinement dans cette approche de performance qualitative et d'innovation.

3 QUESTIONS À... Jocelyn Sapotille, président de l'association des maires de Guadeloupe

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim



© Lou Denim

Quelles sont les obligations légales des communes en matière de propreté et d'entretien des espaces publics ?

En matière de collecte, les communes n'ont aucune obligation. Cette compétence incombe aux EPCI (établissements publics de coopération intercommunale). Toutefois, il revient, avant tout, aux citoyens, qu'ils soient particuliers ou professionnels, de respecter les règles en matière de gestion des déchets : sortir leurs poubelles aux jours de collecte, déposer leurs encombrants aux endroits prévus et effectuer le tri sélectif. Ils doivent également se rendre à la déchèterie lorsque nécessaire, notamment pour les déchets verts, l'écobuage étant interdit. Les décharges sauvages persistent en raison d'un manque de responsabilité collective et d'un problème culturel. Beaucoup comptent sur l'État ou les collectivités pour agir, sans se sentir eux-mêmes impliqués. Or, si chacun prenait conscience que l'avenir du territoire dépend aussi des revenus générés par le tourisme, les comportements changeraient probablement. La question se pose : les Guadeloupéens aiment-ils vraiment leur pays ? Car malgré une amélioration générale constatée

ces dernières décennies, nous sommes encore très loin du compte. Dans de nombreux pays de la Caraïbe, ce problème ne se pose pas puisque la propreté du territoire est essentielle pour attirer les touristes. Sans tourisme, il n'y a pas de revenus (le RSA* n'existe pas) et chacun en dépend pour gagner sa vie.

Les collectivités disposent-elles de moyens suffisants pour appliquer les réglementations existantes en matière de gestion des déchets et de propreté ?

La commune a la responsabilité de la police de l'environnement, donc de faire respecter la propreté. Nous pouvons rechercher les auteurs et sévir en cas de dépôts sauvages. L'amende peut s'élever jusqu'à 1 500 euros. Mais la difficulté, c'est le flagrant délit. Pour ce faire, les communes installent un nombre croissant de caméras sur le territoire qu'elles déplacent régulièrement. Cela commence déjà à porter ses fruits. Nous pouvons également compter de plus en plus sur l'implication des Guadeloupéens qui participent en nous envoyant des photos et des vidéos, ce qui constitue une preuve suffisante. Nous manquons toutefois de moyens pour une réelle efficacité. C'est pourquoi nous sollicitons actuellement les services de l'État pour permettre le déploiement de caméras sur l'ensemble du territoire. Il faut aussi davantage de moyens humains pour accentuer la surveillance et le contrôle sur le terrain, tout comme le travail de sensibilisation et de prévention à mettre en place dès la petite enfance, dans les écoles notamment.

Existe-t-il des initiatives réglementaires ou des projets de loi en discussion qui pourraient renforcer l'efficacité des communes dans l'amélioration de la propreté ?

Je préconise un renforcement des pouvoirs des maires afin de faciliter les sanctions. À ce jour, toute infraction nécessite une procédure auprès du procureur, ce qui allonge considérablement les délais. Nous souhaitons que le contrevenant soit rapidement sanctionné comme lorsqu'il commet un délit routier. Une amende envoyée directement par voie postale serait bien plus dissuasive. Car malheureusement, si la sensibilisation et la prévention sont essentielles, l'amélioration passera avant tout par la dissuasion et la sanction.

*RSA : revenu de solidarité active

ZOOM

Un élan écocitoyen à fort impact : « Clean My Island »

Texte Alix Delmas



© Clean My Island

Faciles à repérer, ces panneaux rouge vif ou bleus affichent : « La Guadeloupe est trop belle pour devenir une poubelle ». Née de l'initiative d'une habitante du Moule, cette formule a été adoptée par l'association Clean My Island pour marquer les sites dépollués. Aujourd'hui, plus de 300 panneaux sont placés à des endroits stratégiques. « Ils sont sans logo, notre objectif premier est de porter ce message », explique Marine, 26 ans, bénévole depuis 3 ans. Régulièrement, ils sont entre 80 et 120 bénévoles, principalement de jeunes engagés, à ramasser les déchets pour préserver leur territoire.

En à peine 6 ans, les adhérents de l'association fondée en 2019 ont vu les choses évoluer : « de nombreux sites où nous sommes déjà intervenus sont désormais dépollués et sans dépôts sauvages. Ce progrès est aussi dû aux nouvelles déchèteries et bornes de tri mises en place par les communautés d'agglomération », révèle Marine. Ces avancées ne masquent pas pour autant des réalités persistantes : « Beaucoup de déchets viennent de la mer et malgré nos interventions, les quantités restent les mêmes. Une action plus globale est nécessaire », insiste-t-elle. Clean My Island sensibilise aussi les écoliers. Un engagement qui mobilise parfois toute la famille le week-end. Une belle réussite pour Marine et son équipe.

Prochain clean : 30 mars Sud Basse-Terre (www.cleanmyisland.fr)



© DR

APPLI

Cliink gratifie le geste de tri, une première en Outre-mer

Texte Alix Delmas

Depuis fin 2024, la communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre (CANBT) a lancé Cliink, une application mobile innovante pour inciter au recyclage du verre. Les habitants déposent leurs emballages dans des bornes équipées et cumulent des points via l'application, échangeables contre des bons d'achat ou des dons associatifs. Chaque passage en déchèterie leur rapporte aussi 25 points. Pour Camille Elisabeth, vice-président en charge de la collecte et du traitement des déchets, cette initiative, inédite en Outre-mer, répond à un double-défi : réduire les déchets résiduels et dynamiser l'économie locale. « Nous observons déjà une hausse significative du tri du verre et un engagement croissant des citoyens, explique-t-il. Notre objectif est de soutenir cette prise de conscience avec des solutions simples et accessibles ». Une prise de conscience au service d'un Nord Basse-Terre durable et exemplaire afin de protéger les générations futures. « Nos enfants et nous-même sommes les premiers bénéficiaires de nos politiques environnementales. » Le lancement de Cliink s'accompagne d'actions de sensibilisation et de lutte contre les dépôts sauvages, menées avec des écoles, des associations et des entreprises pour ancrer une dynamique durable.

Hébergements touristiques

4 PROJETS STRUCTURANTS POUR LE TERRITOIRE

Des projets ambitieux viennent redessiner l'avenir du secteur.

Texte Sarah Balay

Ces dernières années, les Îles de Guadeloupe ont vu leur paysage touristique évoluer au profit des gîtes et des villas de luxe destinés à une clientèle en quête d'expériences plus intimistes. Cette nouvelle façon de voyager a entraîné, de fait, une réduction de l'offre hôtelière traditionnelle sur l'archipel. Cependant, de nouveaux établissements haut de gamme s'apprêtent à voir le jour. Alliant confort, bien-être et services d'exception, ces hôtels de prestige devraient donc, ces prochaines années, offrir une alternative de choix aux voyageurs tout en dynamisant l'économie locale.



© Aéroport Guadeloupe - Maryse Condé

UN NOVOTEL ANTILLOPÔLE À DEUX PAS DE L'AÉROPORT

Prévu pour ouvrir ses portes au cours du premier trimestre 2027, le Novotel Antillopôle (franchise groupe Accor) sera placé à proximité de l'aéroport Guadeloupe - Maryse Condé aux Abymes. Ce projet d'envergure représentant un investissement de 44 millions d'euros, vise à proposer une expérience hôtelière haut de gamme : 136 chambres 4 étoiles « bleisure* » avec services associés, deux cabines spa, une piscine extérieure, un restaurant de 200 couverts, un bar piscine, room service, etc. Pensé pour les professionnels, l'hôtel devrait intégrer un espace séminaire de 100 m² et un crew lounge dédié aux équipages. La pose de la première pierre est prévue cette année, en 2025.

*Bleisure travel : voyage d'affaires qui combine des missions professionnelles et des activités de loisirs.

UN HÔTEL PULLMAN BIENTÔT SUR LA PRESQU'ÎLE DU MOULE

Un nouvel établissement haut de gamme, actuellement en chantier, devrait voir le jour sur la presqu'île de la Baie du Moule. Porté par la Sem patrimoniale Région Guadeloupe et co-financé par le Feder (Europe), ce projet ambitieux proposera des chambres et des suites spacieuses dans un cadre d'exception. La Sem Patrimoniale Région Guadeloupe précise que « la foncière tiendra ses délais de livraisons sur l'exercice 2025, et l'exploitant prévoit, quant à lui, une ouverture au plus tard au premier trimestre 2026 ».

HÔTEL ANSE CHAMPAGNE À SAINT-FRANÇOIS HÔTEL 5 ÉTOILES

Un projet d'hôtel 5 étoiles situé Anse Champagne à Saint-François, devrait également renforcer l'attractivité touristique en Guadeloupe. Les travaux de ce projet d'envergure (99 chambres, deux restaurants-bars, un spa et deux piscines) devraient débuter au 4e trimestre 2025 pour une ouverture programmée fin 2028. 160 créations d'emplois sont prévues.

ECOLOGDE À L'ANSE À SAINT À SAINTE-ANNE

À Sainte-Anne, un écolodge intimiste de 21 chambres, avec restaurant bar et piscines, devrait voir le jour à l'Anse à Saint. Conçu dans une approche écoresponsable, il promet un cadre paisible et authentique. Les travaux devraient débuter au 2e semestre 2027 pour une ouverture au premier semestre 2029. Ce projet très attendu ambitionne également de créer douze emplois.



Villa Les Voiles Bleues © Les Voiles Bleues

ZOOM

L'essor des villas d'exception

À défaut d'une offre hôtelière conséquente, le modèle du gîte touristique s'est rapidement imposé dans les Îles de Guadeloupe depuis plusieurs décennies, offrant aux voyageurs une expérience plus intime et souvent plus abordable. Pour autant, la demande en prestations haut de gamme ne faiblit pas. Face à cette attente, une nouvelle offre s'est développée ces dernières années : les villas de luxe. Spacieuses, élégantes, généralement nichées

dans des cadres d'exception, elles proposent une alternative séduisante aux hôtels quatre ou cinq étoiles. Mobiliers d'exception, piscine à débordement, services personnalisés, conciergerie privée... Ces résidences de prestige répondent aux exigences d'une clientèle en quête de confort et d'exclusivité tout en permettant une immersion authentique dans l'art de vivre caribéen. Parmi les prestations les plus en vogue figurent notamment les villas de prestige modulables Les Voiles Bleues et les propriétés de grand standing Charles Latitude à Saint-François ; la villa de luxe avec services para-hôtelières Guacana au Gosier ; les meublés de tourisme 4 étoiles Baie du Paradis à Terre-de-Haut, aux Saintes, ou encore la Villa Belle Galante sur la Grande-Galette. Il n'y a que l'embaras du choix.



Villa Guacana ©Analog-Pictures



Coup de cœur de la rédaction

« **RENDRE COLLECTIVE** L'EXPÉRIENCE DE LA LECTURE »

Depuis 3 ans, l'association « **Et si on lisait** » s'investit, avec succès, pour l'accès à la culture à travers les livres en Martinique.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

LA BEAUTÉ D'UNE ŒUVRE

« Nous mourrons tous... – et elle plonge sa main dans la poussière ; la vieille Délira Délivrance dit : nous mourrons tous : les bêtes, les plantes, les chrétiens vivants, ô Jésus-Maria la Sainte Vierge ; et la poussière coule entre ses doigts. » Voici l'incipit de l'un des plus grands romans du XX^e siècle, Gouverneurs de la Rosée de Jacques Roumain, paru en 1944, à Haïti, et en 1946, en France. Un classique, c'est le choix du club de lecture de l'association « Et si on lisait » pour sa dernière rencontre de l'année 2024, consacrée à la littérature caribéenne. Si le thème change chaque mois, depuis bientôt trois ans, (l'association existe depuis le 10 juillet 2022), une quinzaine d'adhérents de tous âges et tous milieux, des femmes majoritairement, se retrouvent au Lamentin dans les locaux de Caribis, une entreprise sociale et solidaire pour partager leurs impressions de lecture.

FACE AU MONOPOLE DES ÉCRANS

« Le plus incroyable, aujourd'hui, c'est le spectacle d'un petit garçon courant se réfugier à l'ombre d'une cabane avec son livre. Il ne vient même pas à l'idée du petit garçon actuel d'entrer dans sa chambre pour y rêvasser, ouvrir un roman à n'importe quelle page, se laisser hypnotiser par le mystère des caractères », se désole Georges Steiner dans « Le silence des livres », paru en 2005, dans la revue Esprit. Anaïs Javitary est assistante sociale, elle le constate chaque jour dans sa pratique auprès des jeunes enfants et pas seulement. Celle qui, à tout juste 29 ans, suit également des cours en deuxième année de licence de psychologie, souhaite à travers l'association « Et si on lisait », qu'elle a fondée, rendre visibles et accessibles les bienfaits de la littérature.

LES AMOUREUX DU LIVRE RÉSISTENT

« J'aime beaucoup lire or je n'avais personne dans mon entourage qui lisait », explique Anaïs Javitary le plus simplement du monde quand on cherche à sonder ses autres motivations. L'amitié des textes est un trésor que les adhérents de l'association cultivent. Se rassembler autour de la littérature, c'est trouver un espace pour élargir ses horizons, s'extraire des contingences, cultiver sa vie intérieure, aiguïser son esprit critique, décupler son empathie. « Et si on lisait » organise des cafés littéraires, des ateliers d'écriture, des lectures Ti Moun en partenariat avec l'association Culture Égalité. La Direction des affaires culturelles leur a confié le pilotage du projet « des livres à soi » dont l'objectif est de ramener la lecture auprès des foyers défavorisés. « Nous aimerions, mais c'est encore à l'étude, proposer des cycles de conférences sur l'impact de la lecture sur le système neurologique et élargir nos interventions auprès de nos aînés », explique la fondatrice. L'association est en plein essor, l'une des rares dédiées à la promotion de la lecture sur le territoire à perdurer plus d'un an. Les acteurs du livre, les médiathèques, les écoles, les adhérents, tous, sont conquis. Nous aussi !

UNE ENTREPRENEURE « PIMPÉE »

Petite, Stefania Laventure était plutôt timide et réservée. Ça ne l'a pas empêchée de devenir une entrepreneure accomplie. Aujourd'hui, elle accompagne des entrepreneurs allemands à structurer leur stratégie et à transformer leurs idées en projets concrets.

Texte Marie Ozier-Lafontaine

Pourquoi avoir choisi l'entrepreneuriat après un parcours en entreprise ?

J'ai toujours eu du mal à me mettre dans une case. Petite, je voulais être médecin, coiffeuse, chirurgienne esthétique... J'étais curieuse de tout et avide d'apprendre. Après un bac S, j'ai intégré une école de commerce à Montpellier, plus par envie de ne fermer aucune porte que par vocation. J'ai poursuivi en droit de la santé pour travailler dans un secteur ayant du sens. J'ai débuté ma carrière en contrôle de gestion dans un hôpital parisien avant de rejoindre un cabinet de conseil spécialisé dans la digitalisation des établissements sanitaires et sociaux. Cinq ans plus tard, j'ai déménagé en Allemagne pour suivre mon mari, et là, j'ai poursuivi dans le conseil en digitalisation et en organisation, en cabinet. J'ai découvert dans ce pays un mode de travail plus agile et collaboratif. J'ai compris auprès de mes clients que ma force était d'apporter de la clarté, de structurer et de mettre en place des stratégies d'entreprise. C'est en 2019 que j'ai décidé d'entreprendre. J'ai intégré un incubateur pour monter ma start-up et j'ai réalisé que je préférerais aider les autres à concrétiser leur projet plutôt que de porter le mien. En 2021, j'ai créé Pimp My Product !

Quelles ont été vos plus grands défis dans ce parcours ?

L'expatriation en Allemagne a été un vrai choc culturel, j'ai dû m'adapter à un environnement très

normé, et j'ai vécu de grands moments de solitude, que j'ai dépassés en développant de grandes facultés d'adaptation ! La maternité a aussi été un tournant dans ma vie. Je suis maman de 3 enfants. Il a fallu jongler entre vie de famille et gestion de mes ambitions professionnelles. Mais la plus grande difficulté a été, sans doute, d'accepter d'être moi-même, de ne plus essayer de m'adapter aux attentes des autres et de m'affirmer telle que je suis. Cela n'a pas été facile, mais aujourd'hui, je ressens une grande fierté de pouvoir contribuer à l'empowerment de mes clients, avec mon style : punchy, direct, sans bla-bla.

Quelle est votre vision pour la suite ?

Aujourd'hui, j'accompagne des entrepreneurs et startups, principalement en Allemagne, à structurer leur activité grâce à la méthode OKR – Objectives and Key Results. Je les aide à définir des objectifs (augmenter la satisfaction des clients, augmenter le chiffre d'affaires ou être plus productif...). Puis, je les accompagne dans l'ajustement de leurs actions en fonction des résultats observés. Mon approche combine workshops en collectif et accompagnement individuel. À terme, j'aimerais développer mon activité en Martinique et devenir investisseuse pour soutenir des entrepreneurs qui allient impact et rentabilité. Mon rêve serait de créer un incubateur pour accompagner des porteurs de projets qui veulent changer les choses.



BIO EXPRESS

Diplômée d'une école de commerce à Montpellier, elle débute sa carrière dans le conseil aux établissements de santé en France, puis en Allemagne. Après plusieurs années dans le secteur de l'énergie, elle fonde Pimp My Product en 2021. Aujourd'hui, elle accompagne les entrepreneurs et startups à structurer et développer leur activité avec une approche stratégique et pragmatique.

- ENTREPRISES

Accompagnement

LA CGSS, **PARTENAIRE** DES ENTREPRISES

Le fonctionnement de la **Caisse générale de sécurité sociale** repose sur le principe de solidarité garantissant à chacun une protection financière contre les aléas de la vie. À ce titre, elle est chargée du recouvrement des cotisations sociales qui servent à financer des prestations (maladie, accidents de travail, retraite, naissance d'un enfant). Texte Anne de Tarragon – Photo Lou Denim

Son directeur par intérim, Jean-Yves Casano rappelle que, dans cette indispensable mission de collecte des cotisations, la CGSS joue un rôle majeur en tant que partenaire des entreprises et des travailleurs indépendants.

En 2023, les montants collectés s'élevaient à 1,3 milliard pour l'Urssaf et 3,5 millions pour le Régime agricole. La CGSS gère plus de 53 000 comptes, dont 65 % de travailleurs indépendants.

À quoi servent les cotisations sociales ?

Parler de cotisations, c'est parler de la Sécurité sociale elle-même. C'est le financement qui garantit le versement des prestations. Il est adossé aux cotisations salariales et patronales. Pour le Régime général, on compte 2,6 milliards de prestations versées. C'est le principe même de la solidarité nationale et de la redistribution sur lequel repose notre système.

Comment la CGSS accompagne-t-elle les entreprises en difficulté pour acquitter leurs cotisations ?

L'outil principal est le moratoire, un échelonnement de la dette permettant de payer l'antériorité, tout en restant en capacité d'honorer le courant. Nous travaillons au renforcement de notre accessibilité et de notre présence auprès des entreprises et des travailleurs indépendants afin d'apporter une solution adaptée à leur situation. Certaines entreprises ont des soucis de trésorerie dû au retard de paiement de leurs clients. D'autres ont des difficultés structurelles nécessitant un accompagnement différent. Mon rôle est de recouvrer les cotisations tout en étant conscient de la réalité des entreprises, pour ne pas aggraver leurs difficultés.

Il n'est pas toujours aisé de demander de l'aide...

Je recommande pourtant aux chefs d'entreprise de nous contacter au tout début de leurs difficultés, afin que des dispositifs d'accompagnement efficaces soient mis en place. Cette démarche n'est pas spontanée ; ça peut être difficile de nous rencontrer pour de multiples raisons. Certaines sont liées à la distance, c'est pourquoi nous allons renforcer notre présence territoriale comme nous venons de le faire à Pointe-Noire. D'autres sont liées à des freins psychologiques.

Or, j'insiste, il est vraiment déterminant de venir très tôt pour éviter la mécanique infernale de dettes aggravées, de pénalités de retard... Nous pouvons aussi être partenaires dès la création d'une entreprise pour un créateur pas au fait des contraintes administratives. Les obligations sociales ne doivent pas constituer un frein au développement mais constituent bien un élément à intégrer dans le cadre d'une gestion saine et citoyenne.

L'Urssaf de Guadeloupe, c'est avant tout des équipes engagées au service de la population guadeloupéenne.

Considérer la CGSS comme un partenaire nécessite, sans doute, de changer de regard ?

Effectivement, dès qu'on parle Urssaf, il y a un effet repoussoir. Or, c'est aussi une question de communication. Ma priorité a été de recréer le lien avec les socioprofessionnels, les représentants des entreprises, CGPME, MEDEF, mais aussi les experts comptables qui sont à même de faire le lien entre les entreprises et la CGSS. Les relations se sont apaisées et la confiance revient mais nous devons être au rendez-vous en déployant une politique d'accompagnement offensive pour être au plus près des entreprises.

Des dispositifs d'accompagnement

- Dispositif de droit commun employeur (délai de paiement à demander directement sur l'espace en ligne, courrier ou au 3957).
- Pour les indépendants, dispositifs pour anticiper la régularisation annuelle des cotisations (mon espace Urssaf.fr, par courrier, par téléphone au 3698).
- Dispositifs d'aide sociale : l'aide aux cotisants en difficultés (ACED), l'aide financière exceptionnelle (AFE).
- Aide financière d'urgence aux travailleurs indépendants actifs.
- Aide au départ à la retraite (ADR), retraités artisans ou commerçants aux revenus modestes en difficulté.



Jean-Yves Casano, directeur par intérim de la CGSS



Pour nous contacter :
Assurance Maladie :
3646
www.ameli.fr
Assurance Retraite :
3960
www.lassuranceretraite.fr

• **Urssaf :**
3957
www.urssaf.fr
• **Indépendants :**
36 98
www.secu-independants.fr

• **Régime Agricole**
0590 90 50 23
www.regimeagricole.fr
• **Accompagnement et la prévention**
0590 21 46 03
www.preventioncgss971.fr

• **Des difficultés pour payer vos cotisations ?**
urgencesentreprisescgss.guadeloupe@urssaf.fr
Un N° vert :
0 800 04 69 69

Mentorat

DE L'ENJEU D'ÊTRE (BIEN) ACCOMPAGNÉ !

Réseau Entreprendre Guadeloupe promet à ses lauréats des conseils avisés d'entrepreneurs expérimentés, un appui financier et un réseau à l'écoute. Démonstration à travers les témoignages de Kolia Danemans et Ruddy Racon.

Texte par notre partenaire – Photo Lou Denim



Ruddy Racon, accompagnateur bénévole et Kolia Danemans, lauréat

Kolia Danemans, lauréat : Après avoir travaillé comme intermédiaire dans l'import-export entre la Guadeloupe et le reste du monde pendant une dizaine d'années, j'ai décidé de retourner en Guadeloupe pour offrir un meilleur cadre de vie à ma famille et pour lancer ma propre affaire. C'est ainsi, il y a 4 ans, que j'ai ouvert Tektek, un magasin à Jarry spécialisé dans le solaire et la sécurité. Après quelques mois d'activité, j'ai eu la chance de rencontrer un membre du réseau. Grâce à son introduction, j'ai découvert le Réseau Entreprendre Guadeloupe, qui m'a beaucoup aidé à développer mon activité. Premièrement, grâce au prêt d'honneur qui permet de booster un peu le business au démarrage, lorsque la trésorerie est au plus bas. Deuxièmement, l'aide personnalisée

de Line Charles-Hélène, Sarah Duhamel, Guy Deschamp et de mon accompagnateur, Ruddy Racon, m'a été et m'est toujours précieuse pour obtenir des conseils, être introduit auprès de partenaires qualifiés ou bénéficier d'un avis externe pour faire le point et prendre du recul. Par ailleurs, le Réseau Entreprendre, par l'intermédiaire de son Club des Lauréats, permet aux entrepreneurs du réseau de se rencontrer régulièrement afin d'échanger, de partager les problématiques rencontrées et de se former grâce à l'intervention de professionnels expérimentés sur des thématiques liées à l'entrepreneuriat (comptabilité, ressources humaines, etc.). Il est très important pour un entrepreneur de ne pas se sentir isolé et le réseau y remédie grâce aux contacts fréquents que nous avons entre nous. Grâce au réseau et à la bienveillance de ses membres, j'ai pu surmonter les défis qui se sont présentés à moi et donner vie à mon projet. Je suis fier de faire partie de cette belle communauté et j'espère pouvoir, à mon tour, aider les futurs entrepreneurs de Guadeloupe à l'avenir.

Ruddy Racon, accompagnateur bénévole : J'accompagne Kolia Danemans, fondateur de Tektek, un magasin à Jarry spécialisé dans le solaire et la sécurité. Son parcours, marqué par un retour en Guadeloupe pour entreprendre, résonne avec mes valeurs : engagement, transmission et solidarité. Être accompagnateur, c'est offrir un regard extérieur, poser les bonnes questions et ouvrir des portes. Le Réseau Entreprendre Guadeloupe est un véritable levier pour nos entrepreneurs, leur permettant de structurer leur croissance et de briser l'isolement. Aux côtés de Kolia, je contribue à un projet porteur de sens pour notre territoire et son autonomie énergétique.

STARINVEST

ANTILLES • GUYANE

DÉFISCALISATION INDUSTRIELLE

DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Financez vos outils de production et matériels en réduisant le coût de votre investissement

ARTISANAT & INDUSTRIE



BTP & CONSTRUCTION



TOURISME & HÔTELLERIE



LOGEMENT



TRANSPORT



VOTRE AGENCE STAR INVEST GUADELOUPE

Immeuble Coco - 51, rue Henri Becquerel Jarry
97 122 - Baie-Mahault

Tel : (+590) 05 90 80 94 88 - accueil.stiag@starinvest.com

www.starinvestantillesguyane.com

Un an après

HOYA, OU LA PÉDAGOGIE PAR LA NATURE



Olga Mayela, lauréate régionale du concours Talents des cités

Quels effets réels ont les subventions, les bourses, les fonds d'aide et les concours ? Reportage un an plus tard auprès des lauréats pour détailler l'impact de ces différents leviers d'accompagnement. Rencontre avec Olga Mayela, lauréate régionale du concours Talents des cités, en 2023, dans la catégorie « émergence » pour Hoya, un projet de crèches en plein air. Texte Floriane Jean-Gilles - Photo Christophe Fidole

Olga, tu as remporté le trophée Talents des cités en 2023, quel impact a eu cette distinction sur ton projet ?

Ce prix a eu un réel impact sur la notoriété de mon projet, y compris au niveau national. Avant ce concours, je peinais à rencontrer des partenaires sur le territoire. Le bénéfice en termes de communication et de visibilité a vraiment été palpable.

Ton projet a été soutenu par les Premières de Guyane, peux-tu nous expliquer ce que c'est ?

C'est une association, il existe un réseau national des Premières. J'ai intégré l'association, en avril 2020 ; en tant qu'incubateur, elle aide les femmes dans la création de leur entreprise. Cela implique l'accompagnement sur les concours et la structuration du projet. Je suis aujourd'hui experte accompagnatrice au sein de l'association, j'accompagne les Premières dans le domaine médico-social et celui de la petite enfance. Je suis également membre du bureau depuis novembre 2024.

Il me semble que Talents des cités n'est pas le seul concours pour lequel tu as été primée...

C'est vrai, depuis le début de mon aventure entrepreneuriale, j'ai été lauréate de 6 concours ! En décembre 2021, j'ai remporté le concours Hackathon et reçu une dotation de 1 000 € qui a permis la création de mon entreprise puisque grâce à ce prix j'ai pu ouvrir un compte bancaire professionnel et y faire mon premier dépôt. J'ai ensuite été lauréate de la 3e édition du Forum

business Mayouri Campus, en janvier 2023, et du concours Miss Mandarine. Plus tard, cette même année, Talents des cités et j'ai participé à l'émission « C'est à vous de jouer ». Enfin, mon projet a été le coup de cœur du concours Be a Boss.

Peux-tu nous « pitcher » ton projet ?

Hoya est un réseau de micro crèches. Ce sont des structures de 12 places, labélisées AVIP (à vocation d'insertion professionnelles) et franchisées Wild Child. Le concept Wild Child repose sur le fait de passer du temps à l'extérieur, en pleine nature, et de favoriser l'apprentissage des écogestes du quotidien. Mon projet repose sur un engagement social, en implantant des structures dans des communes éloignées du territoire, qui n'ont jamais eu de crèches, et où la population est très jeune. Certains parents n'ont parfois que 13 ou 14 ans.

Où en est ton projet aujourd'hui ?

Je travaille à l'ouverture de trois structures : à Roura, Kourou et Sinnamary. Pour les sites de Roura et Kourou, j'ai obtenu les autorisations d'ouverture de la part des mairies. C'est en cours pour Sinnamary. L'ouverture est prévue en 2026 à Roura, puis l'année suivante à Kourou. Pour la structure de Sinnamary, le calendrier va dépendre du bâti : construction ou réhabilitation, rien n'est encore décidé. Et je ne compte pas me limiter à la Guyane, à long terme je souhaiterais développer ce réseau en Martinique, en Guadeloupe et à Saint-Martin !

Faites confiance à l'expert!



Stéphanie MAROUDIN
06 90 17 70 07



Expert (nm) : professionnel reconnu pour son excellence ainsi que sa maîtrise dans son domaine, et capable de prouver cette compétence.

- ✓ ADEP, au service des entreprises et des indépendants depuis 35 ans
- ✓ ADEP, reconnu 1^{er} assureur santé* aux Antilles/Guyane
- ✓ ADEP, une qualité de service approuvée à plus de 92%*

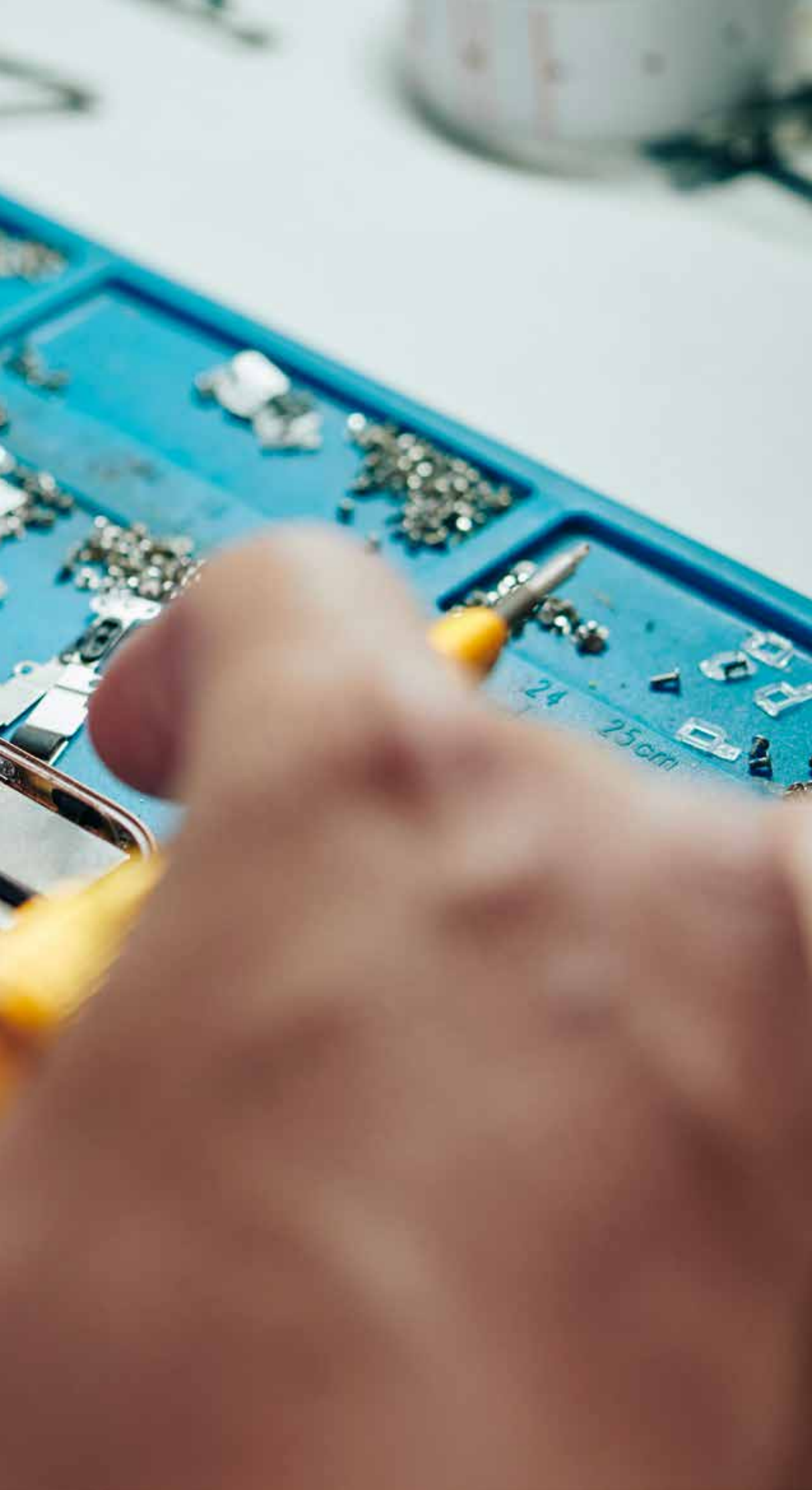
Pour votre protection et celle de vos salariés, faites comme plus de 6 000 entreprises avant vous, contactez vos experts ADEP pour réaliser une étude sur mesure de vos besoins en santé, prévoyance et retraite.



FAIRE MIEUX AVEC MOINS, EST-CE POSSIBLE ?

Gérer nos déchets,
un problème de longue date,
des solutions en démarrage.

Texte Amandine Ascensio



- DOSSIER

En balbutiement. En Outre-mer, la gestion des déchets reste un point noir, globalement, même si la situation tend à la prise de conscience généralisée devant la production massive des déchets de nos populations, bien que les actions restent microscopiques face à l'ampleur de la tâche. « L'outre-mer français accuse des lacunes et des retards majeurs en matière de gestion des déchets. Les départements et régions d'outre-mer (DROM) et collectivités d'outre-mer (COM) sont dans des situations semblables. Quelques indicateurs rendent compte de ce décalage complet : taux d'enfouissement écrasant, taux de valorisation faible, valorisation énergétique quasi nulle », pointe un rapport sénatorial paru en décembre 2023. Les chiffres sont édifiants : dans les territoires ultramarins, le taux d'enfouissement des déchets est de 67 %, la gestion des déchets coûte 1,7 fois plus cher que dans l'Hexagone et on collecte en moyenne 14 kg d'emballages ménagers par habitant, contre 51 kg dans l'Hexagone (voir encadré).

À cela s'ajoute les déchets des entreprises, mal connus, car souvent mélangés aux ordures ménagères, aux « déchets ménagers et assimilés » comme on dit dans le jargon, soit un amas de déchets dont on ne sait s'ils proviennent d'activité économiques ou des particuliers, rendant inopérante ou limitée l'action des filières dédiées à cette catégorie de déchet, qui, selon les experts pèse lourd dans la balance. Pourtant le sujet de la gestion des déchets n'est pas nouveau : depuis les années 1990, il est même un thème récurrent de sensibilisation dans les établissements scolaires.

Depuis 2015, plusieurs lois viennent tenter de mettre un peu d'ordre dans tout ça (page 60). Dernière en date, la loi Agec, vient tenter de limiter la production et la mise sur le marché des plastiques à usage unique, d'impulser un regain d'économie circulaire. Avant, elle, en 2015, la loi pour la transition énergétique et la croissance verte définit pour la première fois l'écologie industrielle et territoriale : un travail à mettre en place à l'échelle des entreprises pour participer à l'effort généralisé de la gestion des déchets (page 56). En parallèle de ces circuits aidés par les pouvoirs publics, l'initiative privée tente aussi d'apporter sa pierre à l'édifice (page 62). Nous tentons ici de passer en revue la problématique et les solutions qui essaient d'émerger sur nos territoires.





Écologie industrielle et territoriale, où en est-on ?

Alors que nos territoires ont du mal à gérer leurs déchets, les entreprises pourraient apporter leur pierre à l'édifice grâce aux synergies qu'elles peuvent trouver entre elles. Un petit pas pour elles, mais une grande économie dans la production d'ordures.

Les termes ressemblent un peu à un jargon administratif, des grands mots-valises, fourre-tout. Et pourtant, l'écologie industrielle et territoriale (EIT) répond à plusieurs choses. D'abord une définition, portée dans la loi de 2015, intitulée Loi pour la transition écologique et la croissance verte : « optimiser les plus des ressources utilisées et produites à l'échelle d'un territoire pertinent dans le cadre d'actions de coopération, de mutualisation et de substitution de ces flux de ressources, limitant ainsi les impacts environnementaux et améliorant la compétitivité économiques et l'attractivité des territoires ». Autrement dit, créer un commun entre entreprises, associations ou services publics. Ou encore plus simplement, que les « déchets » des uns deviennent les ressources des autres. Le projet est assez logique et parfois se crée assez facilement, dans des partenariats de circonstances ou de voisinages, voire historiques. Mais force est de constater que le bien-fondé de la démarche n'est pas toujours suivi d'effet.



Au lieu d'être jetés, une grosse trentaine de pains de glaces du CHU ont été donnés à Cap Créole pour leurs clients lors de la période de Noël.

Les DEA, un gisement mal connu

Dans nos territoires dits "d'Outre-mer", la question des déchets est épineuse. Problèmes de méthodes de traitements, de gestion politique, de quantités de déchets produites, de pollutions, de risques etc., sont légion, récurrentes et manquent parfois de solution. Pire, la question des déchets issus de l'activité économique, dont les acteurs sont au centre des démarches de l'écologie industrielle et territoriale, est particulièrement mal connue. C'est notamment le cas en Guadeloupe où la production totale de déchets issus de l'activité économique est évaluée à un peu plus de 104 000 tonnes. « C'est parcellaire car on ne compte que les déchets qui sont effectivement passés dans des plateformes de pré-traitement ; on ne connaît pas vraiment ce qui passe dans les déchets assimilés à ceux des ménages et encore moins le volume de ce qui est déversé directement dans la nature », explique Laurent Poulain, en charge de la question à l'Ademe

de Guadeloupe qui précise que la part des assimilés dans l'ensemble des déchets se monte à près de 30 %. L'organisme d'État a d'ailleurs mandaté une étude, à paraître dans le courant de l'année 2025, pour évaluer ce gisement.

Et si la situation en matière de données est équivalente en Martinique et en Guyane, la question se renforce quand on considère les déchets du BTP, secteur accusé d'être l'un des plus gros producteurs de déchets au monde. « Les déchets du BTP forment la catégorie de déchets la moins bien connue et la moins bien prise en charge. Dans les Outre-mer, les données sont extrêmement parcellaires. Plusieurs observatoires indiquent ne pas avoir de réelle connaissance du gisement », relevaient les sénatrices Gisèle Jourda et Viviane Malet, dans leur rapport parlementaire sur la question des déchets Outre-mer, publié en décembre 2022. En Martinique, on parle d'environ 250 000 tonnes de déchets du BTP qui seraient à traiter et en Guyane, le peu de valorisation existante suggère que rien n'est valorisé. En Guadeloupe, une entreprise valorise du béton issu de la démolition pour le faire entrer dans la composition du sien : « On est subventionné par l'éco-organisme qui s'occupe de la filière des matériaux de l'inerte », détaille-t-on chez SGB (Société guadeloupéenne de béton), pour expliquer comment fonctionne cette petite économie circulaire du territoire.

Du déchet à la ressource

Car c'est peut-être là, la solution ou l'ébauche de la solution. Outre les schémas de gestion des déchets qui fixent des objectifs à atteindre et planifient l'action publique jusqu'à eux (seules la Guadeloupe et la Martinique en sont actuellement dotés à l'heure actuelle), il est possible d'impulser des « synergies » entre les entreprises. L'idée ? Éviter la production de déchets, ou au moins la retarder au niveau des entreprises. Car si l'écologie est l'affaire de tous, pour l'instant c'est surtout le contribuable et le citoyen qui prend en charge le traitement des déchets des entreprises. En effet, la faiblesse du nombre de déchèteries professionnelles, des collectes différenciées entraînent un mélange des déchets issus des professionnels avec ceux issus des familles. La conséquence ? Alors que les entreprises doivent payer pour leurs déchets, elles en font porter le coût aux citoyens et aux collectivités publiques. Alors, dans certaines instances, on s'empresse de tenter de trouver des solutions. « Depuis janvier, nous avons valorisé 6,4 tonnes de ressources mises en synergie », se félicite Agathe Noordman-Broisin.



qui pilote la renaissance de La Ressourcerie Pro, en Martinique. Il s'agit d'une plateforme d'échange entre professionnels, de matériaux, de matériels, de matières en tout genre. Parfois, cela donne lieu à de jolies histoires. Ainsi, celle d'une grosse trentaine de pains de glaces du CHU, donnés à Cap Créole pour leurs clients lors de la période de Noël. « C'était une bonne occasion de récupérer des produits plutôt que de les jeter : d'habitude, on donne des bouteilles d'eau congelées à nos clients », se félicite-t-on chez Cap Créole Martinique. « En Guadeloupe, on a valorisé 15 tonnes en 2024, contre 3 en 2023 », souligne Michelle Milbin, chargée de l'EIT chez Synergiles, le pôle d'innovation de la Guadeloupe. Parfois, c'est du mobilier qui s'échange, des cartons, aussi. Tout autant de déchets qui ne sont pas produits.

« On a un vrai succès sur les opérations de don de palettes », relève Michelle Milbin. « Le constat est partagé en Guyane, où la démarche est “balbutiante”, malgré des synergies assez naturelles, parfois mises en place entre les acteurs sans l'intercession d'un tiers », raconte Jules Bassinet, animateur EIT pour l'espace guyanais. Ça a notamment été le cas en Guadeloupe, où Gardel, l'industriel du sucre, et Albioma, ont construit une plate-forme de compostage avec leurs résidus de production organique, mise à disposition des planteurs de cannes pour leurs champs.

Des instances organisatrices

Sur les trois territoires, la démarche recommence après avoir pris un coup dans l'aile, notamment lors des années Covid. Et sur les trois territoires, la méthode est la même : une plateforme numérique, pour faire office de bourse aux échanges, de guichet un peu unique. Un constat est unanime. En Guadeloupe, comme en Martinique, comme en Guyane, on nourrit, dans les milieux économiques, un penchant certain pour le secret, la peur de l'autre, la concurrence, l'opacité. Alors les instances chargées d'impulser des démarches EIT redoublent de prises de contacts, de mises en confiance. « On garantit la confidentialité aux chefs d'entreprises qui adhèrent à la Ressourcerie », précise Angèle Daire, déléguée générale d'Entreprises et Environnement, qui a aussi monté un « atelier de détection de synergie », autrement dit des moments de rencontres où les besoins des uns se confrontent aux ressources des autres. « On a ainsi pu voir une entreprise qui a prêté sa contrôleuse qualité à une autre société qui n'avait pas le budget pour embaucher une personne à temps plein. » Et les succès sont nombreux : les big bags s'échangent bien ; les agriculteurs sont friands de cartons ; les associations, de matériels informatiques...



Des cartons de la rumerie Clément sont stockés et remis à des entreprises qui en ont l'utilité.

Voir grand

Reste un écueil, toutefois. Ces opérations d'échanges inter-entreprises n'ont pas encore de récurrence. Les filières restent à construire pour pérenniser ces synergies. « C'est souvent une affaire de personne », notent les animateurs des démarches d'écologie industrielles et territoriales. Une affaire de personne, donc liée à la bonne volonté, à l'énergie disponible chez un individu, plus qu'une affaire prise à bras le corps par l'ensemble d'un secteur qui se dit pourtant régulièrement très concerné par la cause environnementale et explique à longueur de tables rondes ou de conférences que tout le monde doit prendre sa part. Alors, comment institutionnaliser, rendre systématique des opérations ponctuelles ? Pour certains, les sanctions financières peuvent être un bon élément d'incitation à valoriser ses déchets, à les réduire. Mais pour l'heure, malgré les lois en vigueur et les pénalisations qui existent en cas de non-respect de celles-ci, rares sont les applications. La cause est simple, les moyens de contrôle manquent, tout comme les infrastructures permettant aux entreprises de faciliter leurs démarches en matière de déchets. Et puisque l'autodiscipline et la responsabilité ne fonctionnent pas non plus, ou de manière aléatoire, les acteurs de l'EIT envisagent la méthode douce mais têtue : le rabâchage. Et aussi en faisant vibrer la fibre entrepreneuriale, l'envie de réaliser des grandes choses, en poussant l'argument de l'utilité et de la sauvegarde du territoire. « Il y a tellement de synergies à imaginer », rappelle, notamment, Michelle Milbin de chez Synergiles. Car l'échange de matières n'est pas une fin en soi : sur nos territoires on imagine aussi fortement la mise en commun de flux énergétiques pour fabriquer du chaud, du froid avec les mêmes réseaux, de la mutualisation de matériels pour minimiser des investissements, mettre en commun les dépenses et l'énergie, etc. Bref, pousser l'antigaspi à son paroxysme, voire à réduire les déchets sur des territoires qui ont jusqu'alors bien rempli les décharges.



La matière première (PVC en granulés) du groupe Caiali est stockée dans les big bag. Ces sacs sont ensuite réutilisés par d'autres entreprises pour y entreposer leurs déchets ou sont mis à disposition de leurs propres clients. Cette synergie entre les entreprises s'est nouée grâce à l'intermédiaire de l'association Entreprises et Environnement.

EN CHIFFRES

Production de déchets de la Guadeloupe :

En 2023, **346 720 tonnes** (tous déchets confondus : 242 687 t de déchets ménagers et 104 033 t de déchets issus de l'activité économique) soit un total de 902 kg par habitant.

(Source : les chiffres clés de l'Ordec)

Production de déchets de la Martinique :

Depuis plusieurs années, la moyenne est à **321 400 tonnes** (tous déchets confondus : 194 400 t de déchets ménagers, et 127 000 tonnes de déchets issus de l'activité économique) soit 918 kg/hab. au total.

(Source : SMTVD, dernier chiffres donnés)

Production de déchets de la Guyane :

352 000 tonnes de déchets (toutes catégories confondues) par an seraient produites chaque année en Guyane. Avec environ 300 000 habitants, cela revient à une production de plus d'une tonne de déchets produite par habitant et par an.



FRISE ÉCOLOGIQUE

2015 : Loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Cette dernière prévoit de réduire de 50 % les déchets non dangereux non inertes mis en stockage en 2025 par rapport à 2010 ; d'orienter 65 % de la masse des déchets non dangereux non inertes vers des filières de valorisation matière et organique en 2025.

2019 : La Martinique adopte son Plan de prévention et de gestion des déchets (PPGD)

le 26 novembre 2019, et intègre comme objectif de réduire la production de déchets et notamment de 10 % le poids produit par habitant d'ici à la fin de l'année en passant de 356 kg à 320 kg par habitant. La Martinique veut aussi réduire de 25 % la quantité de déchets incinérés sans valorisation énergétique d'ici 2030 et 50 % d'ici à 2035 par rapport à 2010. Pour ce faire, l'île doit créer des nouvelles installations de traitement.

2018 : La feuille de route de l'économie circulaire (FREC) prévoit de valoriser tous les biodéchets de qualité et permettre au secteur agricole d'être moteur de l'économie circulaire.



Depuis 2015, plusieurs lois et textes réglementaires sont à l'œuvre au national et dans nos territoires.

2020 : La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (AGEC), prévoit de réduire de 15 % les quantités de déchets ménagers et assimilés produites par habitant en 2030 par rapport à 2010, de généraliser le tri à la source des biodéchets avant 2024 à tous les producteurs et détenteurs, en 2035, l'enfouissement des déchets ménagers et assimilés devra être limité à 10 % de l'ensemble de ces déchets.

2020 : Adoption du **Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)** de la Guadeloupe. L'objectif est de viser le « zéro déchet » d'ici 2035, en passant par la diminution de 10 % de la production de déchets ménagers et assimilés par habitant d'ici à 2026 (par rapport à 2012), de passer de 146 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles en 2016 à 70 000 tonnes en 2032 et de réduire de 91 % en poids l'enfouissement des déchets, en les répartissant à raison de 68 % vers le recyclage et la valorisation et 21 % vers la valorisation énergétique. Deux projets d'usines de combustibles solides de récupération sont en cours de conception.

2022 : Le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la Guyane, adopté le 16 décembre 2022, établit une feuille de route pour la gestion des déchets sur les six prochaines années. Il fixe des objectifs chiffrés pour les horizons 2027 et 2033. Le plan prévoit toutefois une augmentation de la production de déchets ménagers entre 2017 et 2033, notamment. Ainsi, la formation et la sensibilisation des habitants pour réduire les déchets, la valorisation d'un quart des déchets produits et l'amélioration du tri sélectif, des solutions de stockage sont envisagées sur tout le territoire.



Rallonger la vie du vêtement, le leitmotiv des friperies



Sandra Varlet, gérante de La Friperie chic à Sainte-Anne, en Guadeloupe

Les portants sont élégants, en bois, chaleureux. Les habits y sont bien rangés, par catégorie et par couleur. La boutique propose aussi des bijoux, des chaussures, des chapeaux. On s'y sent à la fois comme dans un dressing géant et un peu comme à la maison, grâce au sourire enjoué de Sandra Varlet, qui a conçu, créé et ouvert cette jolie boutique installée à Gissac, à Sainte-Anne, en Guadeloupe. La différence avec une échoppe traditionnelle ? Ici ce n'est que de la seconde main. « J'avais envie de lustrer un peu l'image de la fripe, c'est pour cela que j'ai voulu que ma boutique soit un peu chic », souligne Sandra, rappelant le nom même du magasin « la Friperie chic ».

Durant l'épidémie de Covid-19, Sandra, qui travaillait dans le tourisme, ne renouvelle pas son contrat dans une agence de voyage, suspectant des remous dans le secteur du voyage en raison des confinements, des fermetures de frontières, etc. Et puis, elle nourrit une idée depuis quelque temps. Grande consommatrice de vêtements de seconde main, elle constate que l'archipel n'offre pas ou très peu de possibilités de chiner, alors que les quantités de vêtements jetés sont, tout comme en France, astronomiques, soit environ 12 kg par an et par personne. « Hormis les ventes en ligne où on ne peut pas essayer ce qu'on achète, ou les brocantes qui ne sont pas si nombreuses, il était quasiment impossible d'aller chiner des vêtements, des pièces uniques », dit-elle.

Avec quelques économies, un statut de micro-entrepreneur, elle se lance. Son fournisseur principal ? Une association qui collecte des vêtements pour femmes, hommes et enfants et dont les locaux débordent

de sacs en tout genre. « Je prends ce qui n'est pas troué, pas tâché, pas bouloché », déclare Sandra, qui lave et repasse tous les habits qu'elle met à disposition de ses clients. « J'adore venir ici », s'enthousiasme Nathalie, une cliente régulière. « Non seulement je trouve des choses qu'on ne trouve pas ou plus ailleurs, c'est plus écologique et c'est à tout petit prix ». Entre 2 et 10 euros maximum toutes pièces confondues. Et si un client lui apporte un sac de vêtements ? « Je l'échange contre un coupon de réduction de 25 % sur des articles ou bien contre un vêtement ou deux que la personne pourra trouver dans le magasin. »

Ouverte depuis 2021, la boutique est désormais rentable, Sandra se paye et parvient même à faire vivre sa famille. Elle reçoit beaucoup de femmes, mais aussi beaucoup de lycéens et lycéennes, qui viennent du lycée tout proche. « Ce sont des tarifs particulièrement adaptés à ces jeunes et puis ils ont une conscience écologique en éveil », souligne Sandra. Et puis l'offre change chaque semaine. « J'ai commencé à faire connaître la boutique par les réseaux sociaux en affichant certaines pièces d'intérêt et je peux vous assurer que le samedi matin, il y a la queue devant la boutique et tout part très vite. » Quant aux invendus, elle les retire de ses rayons quelque temps, les ré-accroche un peu après ou durant des opérations de déstockage. Et si vraiment la pièce ne trouve pas preneur, alors, elle la donne à la gratiféria ou bien à des couturières pour leurs créations. « Je récupère des bijoux cassés, que je donne à des créatrices qui en font d'autres bijoux », note aussi Sandra. C'est d'ailleurs la seule chose neuve qu'elle vend dans son magasin : des nouveaux bijoux faits à partir d'anciens. Une autre forme de fripe.

Aménagement du territoire

« LA RÉHABILITATION PERMET D'AVOIR UN MEILLEUR BILAN CARBONE »

La réhabilitation, c'est aujourd'hui une tendance majeure du marché du BTP en Guadeloupe. C'est le constat de l'architecte Jean-Baptiste Alix, à la tête de l'agence **JBA Architecture**, qui a la charge de plusieurs chantiers en cours. Et si la réhabilitation devenait un relais de croissance du BTP guadeloupéen ? Texte Thomas Thurar – Photo Lou Denim



Jean-Baptiste Alix, gérant de JBA Architecture

Dans quels secteurs d'activités opère JBA Architecture ?

Jean-Baptiste Alix, architecte : L'agence JBA Architecture est basée en Guadeloupe, aux Abymes. Nous intervenons localement et en Martinique, sur tous types de projets. Nous avons réalisé récemment plusieurs opérations telles que la construction d'équipements sportifs et médicaux, et de logements adaptés aux personnes à mobilité réduite. Ces derniers mois, la conjoncture du marché a créé des opportunités pour l'agence dans la réhabilitation de logements sociaux. C'est d'ailleurs un secteur que nous maîtrisons bien, car nous avons eu l'occasion de réaliser plusieurs opérations, et ce depuis de nombreuses années.

Quelle est la situation du secteur ?

Aujourd'hui, les bailleurs sociaux s'engagent avec détermination vers le choix de réhabiliter, avec des opérations qui respectent la labellisation (NF Habitat, HQE Rénovation). Nous avons, en Guadeloupe, un

patrimoine immobilier relativement ancien, qui date des années 1970-1980. Ces bâtiments n'ont pas bénéficié de travaux majeurs depuis leur construction, mais de travaux d'entretien courant ou de remplacement de composants. Et aujourd'hui, pour répondre aux normes actuelles parasismiques, il faut les conforter, afin de protéger les habitants. L'orientation forte vers la réhabilitation répond aussi aux nouvelles règles définies par la loi Climat et Résilience de 2021 qui veut limiter l'artificialisation des sols. L'objectif recherché étant qu'en 2050, il y ait zéro artificialisation nette : si vous voulez construire de nouveaux bâtiments, il faudra le faire sur l'emprise du bâti existant. La réhabilitation permet d'avoir un meilleur bilan carbone que la construction, grâce notamment à l'essor de filières de réemploi des matériaux. Face au défi climatique, la réhabilitation va donc dans le sens de l'histoire.

Quels sont les enjeux de ces réhabilitations ?

La démarche de réhabilitation est basée d'abord sur la sécurité des résidents et sur le confort des habitants via la ventilation des logements, l'isolation des parois exposées à l'ensoleillement et les économies d'énergie. Les bâtiments anciens n'ont pas été conçus avec les mêmes normes que de nos jours. Par exemple, le béton armé d'aujourd'hui est beaucoup plus résistant que celui d'il y a 50 ans. Il y a une vraie urgence à réhabiliter notre bâti ancien.

Quels sont les challenges à relever ?

Nous réalisons les opérations de réhabilitation en sites occupés, c'est-à-dire que nous devons trouver des solutions pour réaliser les travaux dans des logements habités, en limitant la gêne occasionnée. Cela nécessite une organisation rigoureuse du chantier, l'adoption d'une charte de chantier à faibles nuisances et la mise en place d'une communication de proximité avec les résidents.



PRORENT

LOCATION DE VOITURES

Et si vous passiez au vert?



Découvrez notre large gamme de véhicules hybrides !

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY
228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44
reservationpro-rent@orange.fr



Prorent Guadeloupe

Tendance au travail

L'INCLUSION, UN PARI **GAGNANT**

Jeux collaboratifs, aménagements spécifiques, sensibilisation ludique : certaines entreprises déploient des trésors d'imagination pour inclure tous les talents. Zoom sur quelques pratiques inspirantes. Texte Sarah Balay

Contrainte réglementaire ou levier de performance ? Depuis plusieurs années, l'inclusion en milieu professionnel gagne en importance s'inscrivant à la fois dans une démarche légale, éthique et stratégique. L'inclusion désigne « la mise en place de pratiques visant à accueillir et à intégrer toutes les personnes, indépendamment de leurs origines, de leurs croyances, de leur sexe, de leur handicap, de leur âge ou de toute autre caractéristique personnelle ». En un mot, chaque salarié, quelles que soient ses spécificités, doit se sentir pleinement intégré, respecté et valorisé dans son milieu professionnel.

Au-delà d'être moralement juste, l'inclusion offre de surcroît, des avantages concrets aux entreprises. En effet, une équipe diversifiée et inclusive peut apporter une richesse de perspectives, d'idées et de compétences, favorisant ainsi la créativité et l'innovation. L'inclusion est désormais un élément crucial pour la qualité de vie au travail et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Nous synthétisons ici un florilège de quelques pratiques inclusives en entreprise.

Nommer des ambassadeurs de l'inclusion

Sur la base du volontariat, un ou plusieurs collaborateurs peuvent être formés pour devenir des « référents inclusion », capables d'aider leurs collègues et de promouvoir une culture inclusive.

Collaboration avec des associations locales

De nombreuses associations spécialisées dans le domaine du handicap ou de l'égalité peuvent intervenir au sein des entreprises pour proposer des événements, des ateliers, le plus souvent ludiques et interactifs (pièces de théâtre, sketches, mises en situation, etc.).

Campagnes humoristiques

Adieu les longs discours, optez pour la création de vidéos ou de bandes dessinées internes sur le sexisme, le partage des tâches familiales, l'importance des congés paternité ou encore les stéréotypes au travail.

Programme de mentorat pour femmes

Afin d'encourager les femmes à gravir les échelons au sein de leur entreprise, des programmes de mentorat peuvent leur être proposés comme EllesVMH ou Women in Tech.

Jeux collaboratifs

Pourquoi ne pas organiser des escape games ou des jeux d'équipe sur le thème de l'inclusion où chaque joueur doit utiliser des compétences spécifiques pour relever des défis en groupe ?

Célébration des journées thématiques

La journée internationale des droits des femmes (8 mars) peut être l'occasion pour l'ensemble du personnel de se réunir pour débattre de cette problématique via des conférences, stands ou témoignages d'experts.

Journée de découverte des talents

Le principe est de dédier une journée pour découvrir les compétences et les parcours des collaborateurs en situation de handicap ou avec des profils atypiques (autistes, dyslexiques, TDAH (trouble de l'attention), etc.) souvent mal connus.

Ateliers de sensibilisation

Proposer aux collaborateurs de vivre et de partager, quelques heures ou le temps d'une journée, l'expérience d'une personne en situation de handicap comme travailler en fauteuil roulant ou manger dans le noir.

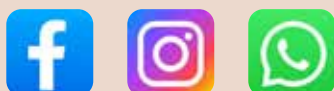
CE QUE DIT LA LOI

- La discrimination au travail est considérée comme un délit puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.
- La loi Rixain (2021) prévoit plusieurs mesures favorisant l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde de l'entreprise : atteindre un quota de 40 % de femmes au sein des comités de direction (objectif 2029) ; le respect de l'obligation de publication de l'index d'égalité femmes-hommes ; la précision des modalités d'accès au télétravail pour les salariées enceintes, etc.
- Plusieurs lois se sont succédées en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap : celle du 10 juillet 1987 oblige les entreprises de plus de 20 salariés à embaucher au moins 6 % de travailleurs handicapés. Depuis 2020, avec la réforme de l'OETH (objectif emploi des travailleurs handicapés) toutes les entreprises déclarent désormais leur effort.

COPIE RÉVISÉE AUX ÉTATS-UNIS

En janvier dernier, le géant des réseaux sociaux, **Meta**, a décidé de mettre fin à des programmes majeurs conçus pour favoriser la diversité en termes de recrutement. Dans une note, la maison mère de Facebook, Instagram et WhatsApp explique que la société « **continuera à chercher des candidats d'origines diverses tout en supprimant les objectifs de représentation spécifiques pour les femmes et les minorités ethniques qui étaient en place** ».

(Source : l'Echo et AFP)



EN CHIFFRES

74 % des salariés interrogés en France disent avoir été témoins d'au moins une forme de discrimination (recrutement, intégration, promotion).

41 % évoquent une discrimination en lien avec l'apparence physique, 36 % avec le racisme, 34 % avec l'âge, 31 % avec le genre, 29 % avec l'origine ethnique.

63 % disent avoir déjà été victimes d'au moins une forme de discrimination.

77 % estiment que la prise en compte des enjeux d'inclusion serait un critère « important » de choix de leur nouvel employeur.

30 % se décrivent comme « promoteurs de la diversité » dans leur organisation et 17 % « militants actifs » et 26 % « indifférents » (dont 30 % des plus de 50 ans).

(Baromètre international CEGOS 2022/4 000 salariés interrogés dont 1 000 Français)

Accompagnement

QUAND PASSION RIME AVEC ENGAGEMENT

Odile Orel est juriste de formation. Sa passion pour les marchés publics l'amène rapidement à se spécialiser. Forte de 25 ans d'expérience, elle a fondé **Marchés publics Conseil**. Sa mission ? Aider les entreprises locales à prospérer en répondant aux appels d'offres publics. Texte Laëtitia Juraver

À l'époque où Odile Orel débute, il n'existe pas encore de poste de juriste de marchés publics ou d'acheteurs. Mais son sujet de thèse augure déjà de la suite : « Les marchés publics dans les départements d'outre-mer ». Si elle n'a pas eu l'occasion de soutenir sa thèse, sa vision, elle, s'est bel et bien concrétisée : accompagner les entreprises des Antilles-Guyane et les aider à prospérer en se positionnant sur les marchés publics.

SE PERFECTIONNER POUR MIEUX TRANSMETTRE

Odile Orel s'illustre à l'Observatoire des marchés publics en tant que responsable juridique. Elle sensibilise, forme et accompagne des entreprises dans l'analyse et la réponse aux appels d'offres : « Je me suis très vite sentie dépassée car je n'avais pas d'expérience côté acheteurs publics. J'ai donc cherché à y remédier ». Elle poursuit son ascension au sein de la Mutualité sociale agricole (MSA), puis de la Caisse nationale de la solidarité et de l'autonomie (CNSA), avant de rejoindre un cabinet de conseils en achats, où on lui confie la gestion d'un portefeuille d'acheteurs publics.

Durant toutes ces années, Odile se perfectionne : elle œuvre à la mise en place d'un service de marchés publics et s'occupe de la passation des marchés publics. Puis, elle décide de se lancer à son compte, une idée qui ne l'a jamais vraiment quittée : « J'ai voulu me lancer à maintes reprises, mais les opportunités se sont succédées et l'envie d'apprendre a été plus forte », explique-t-elle.

En 2024, elle lance son activité grâce au soutien de quelques clients : « J'ai toujours voulu travailler pour le compte de nos entreprises locales. J'accompagne aujourd'hui les entreprises de Guadeloupe, Martinique, Guyane et la Réunion, tous secteurs et tailles confondus. Je suis très épanouie dans mon travail. Il m'arrive de me dire que j'aurais dû commencer plus tôt ».

UN ACCOMPAGNEMENT AU LONG COURS POUR VISER JUSTE

Odile Orel accompagne les entreprises sur 12 mois et plus, de la veille des appels d'offres au dépôt du dossier de réponse, en passant par le suivi juridique et administratif de la procédure de passation et de l'exécution des marchés publics : « J'ai travaillé pour une entreprise qui était en grande difficulté. Elle était à deux doigts de fermer, jusqu'à ce qu'elle remporte un marché. L'acheteur était tellement satisfait qu'il lui en a confié d'autres. Depuis, la société est parvenue à redresser son chiffre d'affaires ».

« J'entends bien poursuivre sur cette lancée », confie-t-elle, « mais il reste encore du chemin. Trop peu d'entreprises se prêtent à l'exercice. Le tissu local est en majorité constitué de très petites entreprises qui sont, de fait, limitées en termes de ressources. Dans ces conditions, il est difficile d'allouer du temps à un exercice qui, de surcroît, est très codifié ». S'ajoute à cela une méconnaissance qui persiste, des règles et modalités de réponse aux appels d'offres. Enfin, de nombreux a priori demeurent sur la question : « Je me heurte souvent aux mêmes idées reçues qu'il faut déconstruire : les marchés publics ne sont pas toujours attribués aux mêmes entreprises et les appels d'offres sont ouverts à tous », conclut Odile Orel.

La 3^e édition de l'événement « Dé mo kat pawol », c'est pour bientôt. Les entreprises participantes y rencontreront des acheteurs publics et pourront participer à un atelier pratique. Rendez-vous le 14/04 à l'hôtel Arawak (rencontre avec des acheteurs publics et cocktail dînatoire) et le 17/04 au Café Papier (atelier « Mon dossier de réponse aux appels d'offres publics »). En attendant, découvrez le podcast d'Odile Orel, Dans les coulisses des marchés publics, et bénéficiez de précieux témoignages et conseils.



Odile Orel est juriste de formation

Carte blanche à bonfilon.info

PLAN D'ACTION : ACCOMPAGNER UN SALARIÉ EN **BURN-OUT**

On appelle burn-out une situation d'épuisement professionnel provoquée par un stress chronique. Alors que de nombreuses études démontrent au fil des années une augmentation du nombre de personnes touchées par le burn-out professionnel, il semble de plus en plus important que les managers et dirigeants soient formés à la détection et à la gestion de ces situations sensibles. Rappelons-le, les employeurs ont l'obligation d'assurer la sécurité mentale et physique de leurs salariés*. Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



UN SALARIÉ MONTRE-T-IL DES SIGNES D'ÉPUISEMENT PROFESSIONNEL ?

Soyez attentif aux signaux faibles :

Un collaborateur semble particulièrement désengagé dernièrement, accuse une baisse soudaine de productivité, montre des signes de fatigue physique sans raison apparente, est très anxieux, se plaint de migraines répétées et d'insomnies, fait preuve d'un cynisme qui lui était jusqu'alors inconnu ou devient tout à coup très irritable ? Il peut s'agir de symptômes d'un burn-out, qu'il soit directement lié au travail ou non.

Prenez les devants : Le burn-out d'un salarié peut, non seulement, avoir des impacts profonds sur la personne elle-même mais aussi sur sa productivité et l'ambiance de travail en général. Ne tardez pas à proposer une discussion avec votre collaborateur pour savoir comment il se sent, partager vos préoccupations quant à son bien-être, identifier quels sont les facteurs de stress et réfléchir, en concertation, à des solutions rapides : adapter les missions en cas d'une charge de travail trop importante, modifier le rythme de travail pour contrebalancer les périodes stressantes, réorganiser l'équipe en cas de soucis interpersonnels, offrir un soutien psychologique.

- **À ne pas faire :** tenter de minimiser le mal-être, culpabiliser le collaborateur, lui reprocher de ne pas avoir parlé plus tôt, fournir des conseils non sollicités.
- **À faire :** proposer de prendre rendez-vous avec un ou une psychologue du travail pour permettre au collaborateur d'échanger avec un professionnel extérieur à l'entreprise.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le 14 février dernier marquait la Saint-Valentin, mais aussi la Journée internationale du burn-out au travail.

Un burn-out, différentes causes : une surcharge de travail et/ou un manque de reconnaissance et/ou des conflits relationnels et/ou une pression excessive et/ou un manque de ressources, ou encore un surinvestissement de la part du collaborateur lui-même.

UN SALARIÉ EN BURN-OUT REVIENT AU TRAVAIL APRÈS UN ARRÊT MALADIE

Anticipez du changement : Un burn-out rebat souvent les cartes en termes d'implication au travail, de valeurs, de besoins, d'envies quant à ses propres missions. En bref, il y a de fortes chances que votre collaborateur ne puisse pas reprendre le travail dans les mêmes conditions... qui ont créé son burn-out. Prenez donc le temps de réfléchir aux évolutions possibles et aux alternatives à lui proposer. Cela peut être l'occasion d'entamer une réflexion plus globale sur vos pratiques managériales ainsi que l'organisation et les rythmes de travail.

Allez-y doucement : Un point de reprise est indispensable pour définir avec le collaborateur un plan d'adaptation tenant compte de ses envies et capacités. La reprise doit, par ailleurs, être progressive pour réduire les risques de rechute.

- **À ne pas faire :** Mettre le salarié au placard sous prétexte de le préserver.
- **À faire :** Planifier des points individuels réguliers pour ajuster le processus de réintégration au fur et à mesure.

VOUS SOUHAITEZ ENTREPRENDRE UNE VRAIE DÉMARCHÉ DE PRÉVENTION ?

Ouvrez des espaces d'expression :

Un collaborateur doit pouvoir faire remonter ses problématiques, sans craindre de retombées négatives. Pour vous assurer du bien-être de chacun de vos salariés, efforcez-vous de maintenir un dialogue constant. Comment ? En organisant des points réguliers pour identifier si certains traversent une période compliquée et en réalisant des enquêtes de satisfaction internes.

Misez sur le bien-être : Respecter le droit à la déconnexion et proposer des horaires flexibles ou du télétravail sont quelques leviers pour préserver la santé mentale des salariés.

- **À faire :** Faire appel à des organismes spécialisés en QVCT et organiser des formations aux premiers secours en santé mentale pour mieux détecter et gérer les situations de burn-out.

*Article L. 4121-1 du Code du travail



RETROUVEZ PLUS
DE CONTENUS
SUR L'EMPLOI SUR
BONFILON.INFO

bonfilon
by EWAG

ANTILLES-GUYANE
contact@bonfilon.info

5 CHOSES À SAVOIR SUR LE RAPPORT D'ÉTONNEMENT

S'étonner pour mieux s'intégrer... C'est le principe du rapport d'étonnement qu'un nouveau collaborateur est invité à rédiger lors de sa prise de poste. Une pratique avantageuse aussi bien pour le manager que pour la nouvelle recrue. Texte Sarah Balay



1. UN CONCEPT RÉCENT QUI NOUS VIENT DU JAPON

Le rapport d'étonnement est utilisé depuis des décennies par les cadres japonais encouragés à rédiger un « rapport d'étonnement » au retour d'une mission à l'étranger ou d'une visite dans une entreprise. Le principe ? Partager son avis, son ressenti, offrir une vision extérieure et originale. Une pratique qui inspire, depuis le début des années 2000, les employeurs privés et publics occidentaux cherchant à renforcer leur performance.

2. DES FORMATS VARIÉS POUR DAVANTAGE DE SOUPLESSE

En général, le rapport d'étonnement est réalisé lors des premières semaines d'arrivée du collaborateur (salarié, alternant ou stagiaire), avant les trois premiers mois. Selon les entreprises, les méthodes diffèrent : les nouvelles recrues peuvent être interrogées de manière informelle ou sous la forme d'un grand oral. Le plus souvent, un rapport écrit est préconisé, avec ou sans questionnaire préparé par le service RH (ressources humaines). Il s'agira de

partager son ressenti sur plusieurs points : le process de recrutement (premiers échanges, entretiens...), l'intégration (équipe, matériel, locaux...), l'organisation du poste (points d'étonnement, suggestions et points à améliorer...), les valeurs et la culture d'entreprise, les missions confiées, etc.

3. DIPLOMATIE ET CRITIQUES CONSTRUCTIVES

Un rapport d'étonnement sert également d'évaluation pour le nouveau collaborateur. Il est donc recommandé d'opter pour la critique constructive, sans jugement ni conclusions hâtives, tout en évitant de nommer telle ou telle personne. L'objectif est de faire part de ses remarques en toute sincérité, avec diplomatie et habileté. Offrir un regard neuf et à chaque « problème » soulevé, une ou plusieurs solutions (pertinentes si possible). Pour y parvenir, il est conseillé d'être très observateur, mais surtout de poser des questions à ses collègues directs ou d'autres services en toute transparence.

4. UN OUTIL D'INTÉGRATION POUR LES SALARIÉS

Rédiger un rapport d'étonnement encourage le nouvel arrivant à être pleinement acteur de son intégration et en capacité de faire évoluer son environnement renforçant ainsi son sentiment d'utilité et de valeur ajoutée au sein de l'entreprise. Dès ses premiers pas, il découvre un terrain favorable pour cultiver sa motivation, son engagement et sa créativité. Une manière originale et constructive de faire sa place.

5. REPENSER POUR MIEUX PERFORMER

Le rapport d'étonnement n'est évidemment pas une fin en soi. Le manager doit organiser une réunion de compte rendu pour analyser et partager les retours issus du rapport avec son collaborateur. Il doit donc faire un travail de remise en question : désamorcer d'éventuelles inquiétudes ou incompréhensions, vérifier la bonne perception des process et surtout capitaliser sur les observations afin d'en tirer des idées d'améliorations concrètes.

“Que **cherchez**-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay - Photo Lou Denim

Naomie Pature

« Je travaille à éradiquer la cowdriose en Guadeloupe »

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Étude de la compétence vectorielle d'*Amblyomma variegatum* pour *Ehrlichia ruminantium* et des déterminants moléculaires associés ». Elle est dirigée par le Pr Olivier Gros (HDR*, rattaché à l'UA), co-dirigée par le Dr Damien Meyer (HDR en cours à l'UA et au CIRAD**) et co-encadrée par Valérie Rodrigues du CIRAD.

Quand et où allez-vous soutenir ?

Ma soutenance de thèse est prévue en septembre 2025, sur le site de Duclos, Prise d'eau à Petit-Bourg, en Guadeloupe.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

J'étudie les liens entre une tique de Guadeloupe et une bactérie dangereuse pour les ruminants, afin de comprendre comment la bactérie se développe dans la tique.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Mon étude s'insère dans un contexte de santé animale où mes organismes modèles (tique et bactérie) sont responsables d'une maladie tropicale mortelle pour les petits et grands ruminants : la cowdriose.

Afin d'élucider les mécanismes moléculaires à l'origine de la compétence vectorielle de la tique, j'ai optimisé un système d'alimentation artificielle de tiques lors de mon étude.

Ce système permet de nourrir les tiques de façon contrôlée tout en limitant l'utilisation d'animaux de laboratoire en vue d'améliorer le bien-être animal. De plus, mon projet a pour but de comprendre le cycle



de vie de la bactérie au sein de la tique afin de trouver des méthodes de lutte pour empêcher la transmission de la bactérie par la tique. Ceci permettra à grande échelle d'éradiquer la cowdriose en Guadeloupe et dans les territoires où elle est endémique.

Qu'envisagez-vous de faire après votre thèse ?

Le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA), qui finance ma thèse, m'a proposé de poursuivre en post-doc dans leur équipe à Pullman, dans l'État de Washington. De plus, j'ai reçu une proposition de post-doc à Columbia, dans l'État du Missouri, pour continuer mes recherches sur des maladies transmises par les tiques.

J'ai toutefois ce besoin de retour aux sources, l'envie de transmettre mon savoir et mes compétences aux Antilles, de pouvoir approfondir mes connaissances dans la Caraïbe et pourquoi pas en Guadeloupe, spécialisée en entomologie*** et microbiologie, j'aimerais aussi enseigner ces deux disciplines en Guadeloupe ou en Martinique. À suivre.

*HDR : habilitation à diriger des recherches.

**CIRAD : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

***Entomologie : étude des insectes.

- Direction régionale du CIRAD aux Antilles-Guyane, Dr Magalie Jannoyer. dir-reg.antilles-guyane@cirad.fr
- Coordination de projet RACE, Dr Damien Meyer, bactériologiste, responsable du centre de ressources biologiques MiVeC. damiem.meyer@cirad.fr

Réinventer notre patrimoine culinaire

Ce mois-ci, notre itinéraire nous mène autour des tables de la nouvelle scène culinaire antillo-guyanaise. Leur point commun : s'emparer des mets les plus emblématiques de nos cuisines traditionnelles pour les réinterpréter et, toujours, de façon aussi surprenante que savoureuse. Mais bousculer les classiques, c'est aussi le témoignage d'un engagement : celui de valoriser les produits et le travail des producteurs locaux. À l'heure des débats et propositions pour une autosuffisance alimentaire et la diversification de notre agriculture, le travail de ces chefs audacieux prend ainsi une toute autre dimension. La promotion de l'infinie richesse de notre patrimoine culinaire et de nos terroirs commence d'abord chez soi.

Texte Floriane Jean-Gilles

MARTINIQUE

LE PAIN AU BEURRE- CHOCOLAT



au GALANGA FISH BAR

C'est au Galanga Fish Bar que vous dégusterez un pain au beurre-chocolat comme vous ne l'avez, sans doute, jamais mangé auparavant. Ces dernières années, le chef Yadjy Zami a fait de cet emblème réconfortant de notre gastronomie, la star de sa carte des desserts. Et son inspiration semble intarissable. Son dessert chocolat communion en trois façons :

- choux craquelin cacao, glace chocolat communion, caramel salé aux zépis ;
- mousse au chocolat communion, sponge cake façon pain au beurre à la cannelle et zeste de citron ;
- crème glacée pain au beurre, brownie, ganache chocolat communion.

Et l'expérience culinaire ne s'arrête pas aux portes du restaurant, le chef Zami propose régulièrement ses Dîners suspendus, une expérience gastronomique toujours unique autour d'une thématique, « un conte culinaire et artistique en 7 actes ». Sa cuisine contemporaine et originale a récemment été saluée dans un article paru dans le magazine Forbes.

Galanga Fish Bar
31, route de l'Union
97200 Fort-de-France



Choux craquelin cacao, glace chocolat communion, caramel salé aux zépis

GUADELOUPE

LE BOKIT

**chez NOÖKIT BOKITIER
CREATEUR**

Naiké Claudeon travaille le bokit sous toutes ses formes. Son produit star, le noökit, baptisé ainsi par ses clients, est un bokit fourré, à base de farine de blé locale. La cheffe a développé une recette de pâte à fermentation lente pour une cuisson rapide, presque soufflée, afin de limiter l'excès de gras à la friture. La pâte à nookit se décline à l'envie : pâte au curcuma, au charbon végétal, à la farine complète, au morenga et même au cacao. À chaque pâte, sa garniture, y compris dans sa version végane du moment, comme le noökit fourré au giraumon rôti aux 7 épices. Chez Noökit Bokitier Créateur, le bokit se déguste aussi à l'apéritif, en format miniature, mais aussi en chips ! Naiké Claudeon a également mis au point une préparation de bokit instantanée, pour être le propre artisan de sa gourmandise.

Noökit Bokitier Créateur
Galeries de Houelbourg, Jarry
97122 Baie-Mahault



Assortiment de noökits



Cocktail à la base d'awara, mangue et lait de coco

GUYANE

L'AWARA

au CEJO

Au Cejo, l'awara n'est plus cantonné au traditionnel bouillon prisé à Pâques. Pour le chef Johan Pardonipade, le fruit du palmier se déguste, version salée, en entrée, sous forme de croquettes de patate douce coulantes à l'awara ; en dessert avec son mille-feuilles awara vanille et même en cocktail, où l'awara en gelée, se marie au rhum vieux et aux jus de maracuja et de gingembre. Membre des toques françaises, Johan Pardonipade est aussi vice-président de l'association des toques guyanaises. Après avoir travaillé à Paris, à Montpellier et à Marrakech, il est rentré au pays et a ouvert son restaurant bistronomique, à Cayenne, il y a un peu plus d'un an.

Cejo
3 rue des Goelands bruns
97300 Cayenne

**E
T
Y
L
S
E
F
I
L
-**

LITTÉRATURE
avec Claire Richer

Page à
page



En partenariat avec Zitata TV,
Claire Richer nous partage
ses coups de cœur littéraires.



PALÉ POU TAN, TOUT CE QUI FAIT QUE NOUS SOMMES NOUS

Marijosé Alie-Monthieux, K. Éditions, 2024.



Marijosé Alie-Monthieux nous partage sa conviction de l'importance fondamentale du dialogue, de l'échange, pour la compréhension de l'autre dans l'expression de ses blessures, souffrances, interrogations et non-dits. Le dialogue, parler et entendre l'autre, est un acte fondateur pour la construction d'un avenir meilleur. Le 3 mai 2023 devait commencer une tournée de rencontres et conversations entre descendants d'esclaves et descendants de colons après 170 ans de silence. Cette caravane de tables rondes, qui devait se dérouler dans 32 des 34 communes de la Martinique, n'a pu se réaliser. Comment comprendre ce non-lieu, quels enseignements pouvons-nous en tirer pour la société martiniquaise ?

AU COMMENCEMENT ÉTAIT LE MOT

Marie-Line Ampigny-Fondy,
éditions Jets d'encre, 2025.

Laissez-vous emmener par Marie-Line Ampigny-Fondy qui, avec sa fougue, son énergie rayonnante, sa vivacité joyeuse et ses convictions profondes, nous explique l'importance du mot dans sa vie, le mot d'où tout part : « Un mot lu en gourmandise, un mot dit en partage, un mot écrit en offrande ». À travers ce recueil de sept nouvelles éclatant de vie et de couleurs, où chaque page célèbre la résilience, la beauté et appelle à la liberté, embarquez pour un voyage intime et profond entre résonances historiques et odes poétiques à la nature et à la profondeur des liens humains. Entre la douceur de son enfance, la puissance et son amour de la nature, et les épreuves transcendées, Marie-Line rend un hommage lumineux à son île natale, la Martinique, et à ses innombrables richesses.



UN CERTAIN ART DE VIVRE,

Dany Laferrière, éditions Grasset, 2023.

Découvrez l'un des derniers ouvrages de Dany Laferrière, élu à l'Académie française, auteur iconique et invité d'honneur du Festival en pays rêvé en Martinique, en novembre dernier. Dany Laferrière dit de cet ouvrage qu'il regroupe toute son œuvre, sous forme de maximes, réflexions commentées et rêveries. Cet ouvrage invite à explorer une partie de l'univers singulier de cet auteur haïtien qui mêle poésie, réflexion sociale et humour subtil dans ses œuvres, avec la grande liberté et l'élégance intellectuelle qui le caractérisent.



[**INSTANT DÉCO**]
avec **Chloé Lasserre**

Prises et interrupteurs : comment allier l'utile à l'agréable ?

Les interrupteurs et prises électriques sont désormais de véritables accessoires de décoration.



Adieu les standards carrés blancs, les interrupteurs et prises électriques sont aujourd'hui totalement personnalisables. En métal pour une touche contemporaine ou en bois dans un esprit plus cosy, très loin du simple détail fonctionnel, aujourd'hui l'appareillage électrique se conjugue en couleurs et en finition.

NOUVEAUX FORMATS, NOUVELLES MATIÈRES

Parce que la décoration se pense dans les moindres détails, la gamme de prises électriques et interrupteurs s'est considérablement élargie ces dernières années. Ils peuvent dorénavant être parfaitement coordonnés à l'ambiance de la pièce. Laiton brossé, inox, chrome, cuivre, bronze, bois et même cuir, finitions mates ou brillantes, ils s'adaptent à tous les styles et à toutes les fantaisies, alliant design et ergonomie. Côté interrupteur, au choix du matériau, s'ajoute celui du bouton : type manette ou rond, poussoir ou va-et-vient.

Certaines marques proposent même de les graver ou de les ennobrir grâce à des techniques d'orfèvrerie. Les prises électriques ne se dissimulent plus derrière les meubles, elles s'exposent !



UNE MULTITUDE DE FONCTIONNALITÉS

Simple, double ou triple, les prises et interrupteurs s'adaptent également aux besoins, en fonction des pièces et des usages. Les commandes ne se limitent plus à la traditionnelle prise de courant, elles sont aussi les meilleures alliées de la technologie (prises USB, jack ou HDMI et sortie de fil) et même de la domotique (thermostat rotatif ou digital, haut-parleur ou détecteur de mouvement).

À CHAQUE PIÈCE, SES USAGES

Il est essentiel de déterminer les commandes nécessaires en fonction de chaque pièce. Dans le salon, par exemple, mieux vaut privilégier un grand nombre de prises électriques derrière la télévision plutôt que d'avoir recours à une multiprise. Dans la cuisine également, surtout si certains appareils électroménagers restent branchés en permanence.

Dans la chambre, le variateur est une excellente option pour pouvoir tamiser la lumière, on pensera également aux prises USB au niveau des tables de chevet et aux liseuses sur la tête de lit.

DESIGN ET HARMONIE

Le budget alloué à l'appareillage électrique est assez conséquent quand on a recours à du sur-mesure. Alors, pourquoi ne pas commencer par touche, sur un mur décoré, en finition, ou dans une seule pièce ? Pour que les prises s'intègrent harmonieusement, l'astuce est de les marier aux poignées de portes, car elles se situent généralement à l'entrée d'une pièce ; ou alors de les fondre dans le décor, en optant pour une gamme prête à peindre, elles seront ainsi parfaitement coordonnées à la couleur des murs. Cependant, choisir les bonnes finitions et assurer une cohérence esthétique avec l'ensemble de son intérieur peut s'avérer complexe. C'est là qu'un architecte d'intérieur peut faire toute la différence. Chez Granbleu, notre showroom de décoration, nous proposons un service d'accompagnement sur-mesure pour vous guider et vous aider à sélectionner les appareillages les plus adaptés à votre intérieur.



INTERVIEW

En balade avec Angélique Angarni-Filopon

Deux mois après son sacre, Angélique Angarni-Filopon était de retour chez elle. Nous l'avons interrogée, quelques jours après les festivités, sur ce qui fait son attachement à la Martinique. Suivez le guide !



© SIPA / Laurent Vu

QUAND TU PENSES À LA MARTINIQUE, QUEL ENDROIT TE VIENT À L'ESPRIT ?

Le Nord ! La plage du Carbet, en particulier. C'est là que j'ai passé les meilleurs moments avec ma famille.

Cette plage fait la jonction entre mes deux communes. Elle représente les plus beaux souvenirs, les meilleurs pique-niques et plongeons et les plus époustouflants couchers de soleil.

QUEL EST L'ENDROIT OÙ TU AIMES PASSER DU TEMPS SEULE ?

Dans mon appartement ou en bord de mer, pourvu que j'aie un livre et un tube de crème solaire !



Revivez son retour en Martinique en vidéo !

Scannez ce QR Code pour voir son accueil à l'aéroport et revivre la parade organisée en son honneur dans les rues de Fort-de-France.

L'ENDROIT OÙ TU PRÉFÈRES ALLER COURIR LE VIDÉ ?

À Fort-de-France, bien sûr ! Sans aucune hésitation. C'est un véritable melting pot de tous les milieux sociaux et de tout ce qu'on peut être au Antilles. On se mélange et c'est fantastique. Je disais d'ailleurs récemment au comité miss France que c'est le seul endroit au monde où on peut croiser son banquier et faire la fête avec lui et le retrouver en rendez-vous, le jeudi matin, comme si de rien n'était, quand tout le monde a retrouvé son costume !

LE LIEU SYMBOLE DE TON ENFANCE ?

Il y en a deux : le Morne-vert et Fonds-Saint-Denis. Ce sont des lieux qui m'ont bercée. C'est là que j'ai grandi, en tant que personne. Ces deux endroits m'ont construite.

L'ENDROIT OÙ TU AIMES PASSER DU TEMPS EN FAMILLE ?

Chez mon papa ou chez mes taties.

LE MEILLEUR SPOT PHOTO DE MARTINIQUE ?

Très bonne colle ! Il y en a tellement, tous les point de vue sont exceptionnels : celui de Morne-vert avec sa vue sur les pitons du Carbet..., au Morne Gommier ou le point de vue du Diamant. Comment choisir ? Joker sur cette question.

L'ENDROIT QUE TU NE TE LASSERAS JAMAIS DE VISITER ?

Je ne me lasserai jamais de visiter la Martinique, car j'y découvre toujours de nouveaux endroits. J'aime particulièrement sillonner la route de la Trace, il y fait frais, elle est apaisante, on peut s'arrêter pour prendre un bain de rivière ou remplir sa gourde d'eau fraîche. Il faut savoir que j'aime beaucoup conduire, et je ne me lasserai jamais de cette route.

06

LIFESTYLE

EWAG BUZZ

Ce qu'il ne fallait pas louper !

Voici les contenus qui vous ont captivés ces dernières semaines. Des thématiques inspirantes, des personnalités marquantes, et des sujets qui résonnent avec nos territoires, (re)découvrez les moments forts qui ont marqué nos plateformes !

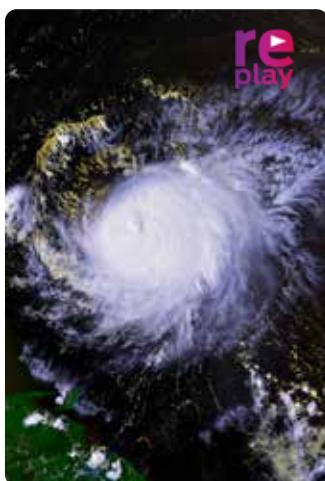


CONFIDENCES DE DJ KAWEST

Avec ses sets qui mélangent dancehall, afro et kompa, il est le DJ qui fait les premières parties des plus grands événements du moment à l'Arena de Bercy (Kassav, Xmas Vybe...). DJ Kawest nous parle de son regard sur la musique afro-caribéenne, de son feat avec Jahyanai King et de l'influence de ses parents.

▶ 35,8k vues

♥ 1,3k interactions



L'AVENIR S'ÉCRIT EN VERT

5 projets qui prouvent la résilience de Saint-Martin, avec Verde SXM, acteur incontournable de la gestion des déchets sur l'île, qui contribue activement à un environnement plus propre et durable.

▶ 41,3k vues

♥ 691 interactions



GOURMANDS ET GOURMETS

On a testé les connaisseurs du Caribbean Rum & Food Festival... et les réponses sont surprenantes ! Rhum agricole, industriel, vieux, ambré... Les différences sont parfois floues, mais une chose est sûre : chacun a son avis (et ses préférences !). Et vous ?

▶ 173k vues

♥ 5,9k interactions



@EWAG.FR

NOUVEAU


By EWAG.

Le mag santé qui nous ressemble
arrive en avril 2025 !

Guadeloupe - Guyane - Martinique

Pour recevoir
le mag santé
en avant-première
scannez-moi



Posez vos stylos !

« Posez vos stylos », tel était l'ordre qui signalait autrefois la fin d'un devoir écrit : tous les candidats devaient s'arrêter d'écrire, pour respecter la durée de l'épreuve. Mais de nos jours, on peut le comprendre autrement : posez vos stylos car vous n'en avez plus besoin !

En France, en moins de dix ans, le nombre de stylos-plumes vendus a été divisé par deux, passant entre 2010 et 2024 de 25 à 5,3 millions d'euros de chiffre d'affaires dans la grande distribution. Par ailleurs, 78 % des Français disent écrire moins à la main aujourd'hui qu'il y a dix ans. À ce rythme, la plume pourrait donc bien finir par devenir l'apanage des calligraphes. 15 %, c'est la proportion d'Américains n'ayant jamais rédigé de courrier à la main, selon un sondage réalisé en 2021. Un pourcentage qui promet d'augmenter puisque 37 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir expédié de lettre manuscrite depuis plus de cinq ans, et 50 % n'en ont pas reçu sur la même durée. Plus impressionnant encore : aux USA, 45 États ont déjà abandonné l'apprentissage de l'écriture cursive, c'est-à-dire l'écriture en lettres attachées, au profit de l'écriture « scripte » avec des lettres individuelles et bien définies.

L'écriture manuscrite est une étape importante dans les apprentissages des enfants, elle a été mise en lien avec la motricité fine, la planification des gestes, l'attention soutenue et une meilleure conscience de la main. La recherche a mis en évidence que les zones du cerveau qui sont activées par l'écriture manuscrite ne sont pas les mêmes que celles qui sont activées par l'écriture au clavier. Il a été montré que la mémorisation est meilleure lorsque les notes sont prises à la main que lorsqu'elles sont prises avec un ordinateur. Le clavier va-t-il définitivement remplacer le stylo ? Allons-nous perdre cette perception immédiate des textes écrits à la main, lorsqu'on pouvait reconnaître sur l'enveloppe qui nous écrivait, tellement l'écriture nous personnifiait, nous différenciait les uns des autres ?

Plus nous nous avançons dans une société des écrans, c'est-à-dire une société qui privilégie la distance et la représentation, plus nous changeons de monde et l'écriture numérique deviendra la norme, sans oublier le retour à l'oral avec Siri qui permet de dicter des textes. L'écriture cursive devenant peu à peu un art de la calligraphie comme le Shodo japonais, une façon d'améliorer sa concentration, de se connecter avec soi-même et d'affûter son esprit, tout en recherchant le parfait équilibre.



Avril 2025

Verte, bleue... quand l'économie change de couleurs

EWAG 360°

GUYAMAG KARUMAG MADINMAG

Quand l'économie change de couleur

Nous avons voulu rencontrer ceux qui s'emploient à actionner les rouages d'une croissance plus vertueuse. Comment les entreprises des Antilles-Guyane parviennent-elles à verdier leur modèle économique ? Qui sont les professionnels qui incarnent ce changement ? Quel profil et quelles compétences répondent aux besoins de nos territoires ?

Zoom sur une génération engagée.



VIDÉOS

Vivre durable aux Antilles-Guyane : mission (im)possible ?
Nous allons suivre trois consommateurs engagés en Martinique, Guadeloupe et Guyane pour un défi : passer 24h durables sur nos territoires. Manger en circuit court, donner une seconde vie aux déchets, valoriser les eaux usées, repenser la mode...
Quels défis et quelles solutions ?
Une immersion inédite à retrouver en vidéo sur YouTube.

ÉVÉNEMENT

Plastic Odyssey : L'Odysée contre la pollution plastique

Embarquez pour une expédition hors du commun ! Plastic Odyssey traverse le monde à la rencontre de ceux qui luttent contre la pollution plastique et imaginent des solutions pour transformer ces déchets en ressources. Une aventure humaine, technologique et maritime qui pourrait bien changer notre avenir...

Projection exclusive suivie d'un débat. Ne manquez pas cette immersion inspirante avec la Team EWAG

Vous souhaitez communiquer ? CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



**OÙ VA
L'ARGENT DE MES
COTISATIONS ?**

**PARLONS
CASH →**

Plus d'informations sur
urssaf.org/aquoiserventlescotisations

